

## Taxes sur les voitures électriques: ne pas avoir la main qui tremble face à la Chine

La pression sur le dossier explosif des taxes à l'importation des voitures électriques chinoises en Europe s'accroît. Alors que les Vingt-Sept ont jusqu'à fin octobre pour valider le projet de la Commission, les initiatives pour revenir en arrière s'activent. La semaine dernière, refroidi par les menaces de représailles chinoises, le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a appelé à

« revoir » la position européenne. Ce jeudi à Bruxelles, le ministre chinois du Commerce Wang Wentao fera de même et contestera à nouveau les accusations faites à l'encontre de Pékin de fausser la concurrence par le biais de subventions massives à ses industriels.

Si la Commission s'est dite ouverte à une solution négociée, le camp européen doit néanmoins rester ferme. Il y

va de sa crédibilité. Les véhicules électriques concentrent en effet tous les enjeux de l'industrie européenne face à la double concurrence des Etats-Unis et de la Chine. Les groupes européens ont non seulement besoin d'un temps de respiration pour s'adapter à cette transition à marche forcée vers l'électrique mais aussi, comme le recommande Mario Draghi, d'un cadre européen pour gagner en

compétitivité. L'idée n'est pas tant de se lancer dans un protectionnisme effréné, dont l'Europe aurait beaucoup à perdre, que de préserver une ouverture à la concurrence respectant les principes de l'économie de marché. D'autant que le rapport de force évolue et pousse Pékin au dialogue. Avec un marché nord-américain qui se ferme, la Chine a besoin de l'Europe pour faire tourner son écono-

mie fragilisée par une consommation intérieure atone. D'où ses ripostes, pour l'heure, très modérées. L'Europe doit en profiter pour équilibrer sa relation avec Pékin, dont l'utilité pourrait bien être renforcée en cas d'élection de Trump à la Maison-Blanche, qui promet des droits de douane sur toutes les importations.

Fabrice Gliszczyński  
@FGliszczyński

Le camp présidentiel demeure sceptique sur la nomination de Michel Barnier à Matignon. Son arrivée suscite dans le même temps un enthousiasme peu mesuré au sein de LR

## La macronie redoute un hold-up des Républicains

### Match

Nommé le 5 septembre, Michel Barnier multiplie les rencontres en vue de la composition de son gouvernement. Si le Premier ministre assure vouloir maintenir un équilibre, les membres de sa famille politique revendiquent de plus en plus les ministères de premier plan.

Dinah Cohen, Matthieu Deprieck et Corinne Lhaïk

LA VIGILANCE DES MACRONISTES s'est endormie sur une histoire de moutons. Elle est contée par un ministre réduit à brandir ses idées de droite pour tenter de conserver sa place dans le futur gouvernement. « Nous étions des brebis loyales. Le berger (Emmanuel Macron) a ouvert l'enclos, nous sommes sortis et nous avons été bouffés par les loups. » C'est le principe de la chaîne alimentaire: le plus gros mange le plus petit. La situation est plus surprenante quand l'inverse se produit.

Aux élections législatives, le groupe Renaissance a perdu 73 sièges, mais reste deux fois plus fourni que celui des Républicains. Si ces derniers sont encore 47, ils le doivent aux alliances élec-

torales nouées avec le camp présidentiel. S'ils ont décroché des postes clés pour le fonctionnement de l'Assemblée nationale, c'est que Gabriel Attal a topé avec Laurent Wauquiez. Conclusion de ce mois de juillet: les LR doivent leur survie aux macronistes.

A la fin du mois d'août, Laurent Wauquiez, Bruno Retailleau et Annie Genevard sont reçus par le chef de l'Etat. Emmanuel Macron consulte les partis pour trouver un Premier ministre. « Et si c'était LR? », interroge-t-il. Réponse des intéressés: « C'est votre responsabilité de nommer le Premier ministre. Nous ne voulons pas écarter un Premier ministre venant de nos rangs, ni le soutenir. Ce



SIPA PRESS

« Il faut un gouvernement qui réunit le centre, la droite et la gauche républicaine », estime Gabriel Attal. Laurent Wauquiez, lui, « n'exclut pas d'entrer au gouvernement », selon son entourage.

serait totalement illégitime: comment 47 députés peuvent-ils revendiquer Matignon? »

**Septembre.** L'été est fini. Le froid tombe comme le nom de Michel Barnier pour diriger le prochain gouvernement. Les macronistes se réveillent avec un invité surprise dans leur lit.

« Le macronisme est mort ». La droite elle-même ne comprend pas ce qu'elle fait là. Qu'importe. Après douze ans d'opposition, ses responsables n'ont pas la victoire modeste. Ils ont même ficelé un nouveau récit. Si Michel Barnier a été nommé à Matignon, c'est parce que sa famille politique a « pris ses responsabilités » pour

éviter que les Français ne soient gouvernés par la gauche. « Ce n'était pas forcément notre approche au début, mais nous avons bien vu que si nous ne le faisons pas pour le pays, nous étions bloqués », assure Laurent Wauquiez. Qu'il est bon de se raconter des histoires.

Page 2

### Martin réussit à se faire applaudir à la fête de l'Huma

Le président du Medef a évoqué une hausse des salaires lors d'un débat avec Sophie Binet **Page 4**

### Malgré Gaza, le lien franco-israélien plus fort que jamais

La coopération stratégique entre les deux pays est très intense, en particulier contre l'Iran **Page 6**

### La Commission européenne en retard



SIPA PRESS

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen doit présenter mardi au Parlement européen son nouveau collège de commissaires. Mais trouver l'équilibre politique de cette équipe et obtenir l'aval du Parlement sera plus difficile à obtenir qu'il y a cinq ans. **Page 4**

nim  
Groupe Menway

MANAGEMENT  
DE TRANSITION  
DEPUIS 2001

Un manager de transition  
en 48 heures pour prendre en main  
une situation délicate.

nimeurope.com  
01 46 24 85 71

Paris • Aix-en-Provence • Bordeaux • Lyon • Metz • Lille • Toulouse

- Gestion de l'urgence
- Réorganisation RH
- Relance industrielle
- Retournement opérationnel
- Cash management
- Digitalisation accélérée



# La macronie redoute un hold-up des Républicains

## ●●● Suite de la page 1

La trame des prochains chapitres est prête. D’abord, l’enterrement. « Le macronisme est mort », affirme déjà l’ancien président des députés LR, Olivier Marleix. « Nous n’avons pas gagné, mais le macronisme a perdu et ça, tout le monde l’a vu », complète l’eurodéputé François-Xavier Bellamy.

Ensuite, la résurrection. Celle-ci passe par la composition du gouvernement et le retour de la droite aux affaires. Un macroniste résume avec agacement l’état d’esprit des LR : « Exit les amateurs, place aux professionnels. »

La bataille fait rage pour intégrer la future équipe. Le sénateur Bruno Retailleau est soutenu par Gérard Larcher. Laurent Wauquiez, par lui-même. Bruno Retailleau ne demande pas la Justice. Plutôt l’Economie. Officiellement, Laurent Wauquiez n’est pas affirmatif : « Il n’exclut pas d’entrer au gouvernement, mais cela dépendra de la politique suivie et du périmètre ministériel qu’on lui proposera », dit son entourage. En clair, tous veulent décrocher les top jobs de la future équipe.

Le parti de la raison, lui, se raccroche aux chiffres. Les 97 députés Ensemble pour la République (EPR) comptent pour 40% de la future coalition. 40% d’un gouvernement de 40 ministres représente 16 ministères. Débat clos, sujet suivant. Pas si simple. Pour les Républicains, il faut additionner députés et sénateurs. Ils ne sont donc pas 47, mais 47 + 131. Sauf que la censure ne se joue qu’à l’Assemblée, selon les macronistes...

« C’est le RPR des années 70-80 qui revient, quand le parti dominateur de la droite s’emparait des grands ministères, laissant les secrétaires d’Etat aux autres », analyse un centriste. « Les LR fonctionnent à l’ancienne. Ils disent : on pèse ça, on veut ça », regrette un ministre.

Dans l’ancien monde, on a toujours procédé ainsi. On profère les pires menaces pour obtenir le meilleur traitement. L’entourage du Premier ministre assure qu’il ne veut pas « pratiquer la méthode des quotas mais respecter les différents équilibres en nommant des gens compétents et efficaces. Les ministres actuels animés par l’esprit d’équipe, cher à Michel Barnier, ont naturellement toute la place. Le chef du gouvernement veut que l’on trouve des compromis dynamiques et que l’on travaille ensemble. »

**Supériorité numérique.** Chargé des négociations avec Michel Barnier, Gabriel Attal reste muet. Tout juste, glisse-t-il à l’Opinion, au sujet du futur gouvernement : « Il faut que ça marche et pour que ça marche, il faut un gouvernement qui réunit le centre, la droite et la gauche républicaine. » La gauche ?

Le PS a déclaré forfait. Il reste deux équipes sur le terrain. Les macronistes sont en supériorité numérique. Ils peuvent pourtant tout perdre. « On est dépendant de la plus faible force politique qui n’a jamais fait allégeance au bloc central. Et dans le même temps, la gauche pourrait se recomposer sans nous et nous échapper définitivement », résume Florent Boudié, qui sort du carton d’archives le scénario Chirac 1976. Cette année-là, le 24 août, le Premier ministre Jacques Chirac avait démissionné, estimant ne pas disposer « des moyens nécessaires pour assumer efficacement (ses) fonctions ».

Que se passera-t-il si Michel Barnier claqué la porte de Matignon en faisant porter le chapeau à Emmanuel Macron ? Les Républicains auront attiré les macronistes à droite, provoqué des tensions en leur sein et quitté le pouvoir sans en prendre la responsabilité.

Après la défaite des législatives, Emmanuel Macron a refusé d’organiser clairement le processus de coalition. Le chef de l’Etat a géré la crise seul et au fil de l’eau. La roulette s’est arrêtée sur le visage de Michel Barnier. « Cela a brouillé les rapports de force. Avoir nommé un Premier ministre issu des LR a donné l’illusion que les Républicains avaient gagné », regrette un membre du gouvernement.

Eux qui étaient pourtant donnés comme morts sont aujourd’hui bien vivants, avec, dans les mains, les armes pour porter un sérieux coup aux macronistes. « Personne chez nous ne mesure le niveau de recomposition que le gouvernement Barnier va entraîner, souligne une députée EPR. En cas de dissolution l’année prochaine, comment justifiera-t-on de ne pas présenter de candidat commun avec les LR ? » Le mariage forcé, encore.

C’était le pari d’Edouard Philippe : s’imposer comme le candidat de la droite et de l’arc central. Après avoir pris ses distances avec le camp présidentiel ces derniers mois, le maire du Havre s’est empressé de tendre la main à ses anciens camarades de LR. Il surjoue désormais son enthousiasme à travailler avec Michel Barnier.

« Horizons est un peu au barycentre de la future majorité possible. Nous avons été le lien théorique entre Les Républicains et la macronie. Aujourd’hui, Michel Barnier est l’instru-



SIPA PRESS

Après avoir pris ses distances avec le camp présidentiel, **Edouard Philippe** s’est empressé de tendre la main à ses anciens camarades de LR.

ment qui nous permet de passer à la mise en pratique », décrypte un cadre philippiste. La recomposition pourrait être massive. Les députés Horizons, associés à ceux de Laurent Wauquiez, représentent 80 sièges. Ce n’est plus très loin des 97 élus EPR. Les 36 MoDem vaudront cher dans cette configuration.

Habitée à marcher dans le brouillard, la droite aperçoit enfin un chemin. « Le rapport de force entre le centre et la droite ne s’est peut-être pas inversé, mais il s’est au moins équilibré », estime le député Antoine Vermorel-Marques, l’esprit déjà dans la prochaine élection présidentielle. Emmanuel Macron voulait recomposer la droite. La droite est en train de recomposer le macronisme.

@dinahcohen ✕  
@mdprieck ✕  
@clhaik ✕

## Le NFP condamné à tenir jusqu’à l’après-Barnier

A LA GRANDE LOTERIE DE MATIGNON, les chefs du Nouveau front populaire (NFP) ont ce sentiment amer d’avoir subi la double peine : non seulement ils ont tiré un ticket perdant, voyant leur Première ministrable Lucie Castets se faire doubler sur sa droite par Michel Barnier, mais la gauche n’aurait, de surcroît, « qu’à s’en prendre à elle-même » : à son jusqu’au-boutisme – « tout le programme et rien que le programme » –, à son sectarisme – Bernard Cazeneuve aurait été « une anomalie » –, et enfin, à Jean-Luc Mélenchon – l’alignement du NFP sur le calendrier présidentiel de l’insoumis en chef l’éloignerait, dans la durée, de toute possibilité de gouverner.

Envolée l’euphorie du second tour des législatives lorsque la coalition des gauches virait en tête avec 193 sièges. A la fête de l’Humanité à Brétigny-sur-Orge (Essonne), les partisans de l’unité ont la gueule de bois depuis le 5 septembre, jour de la nomination de Michel Barnier. Le parfum de cohabitation s’est dissipé sans qu’ils n’aient

*Mélenchon a mis en garde les socialistes, eux qui si « souvent ont le cuir fragile ». Assumeront-ils devant le « peuple de gauche » de ne pas pousser Macron vers la sortie ?*

eu le temps de s’en apercevoir. Ils se préparent à découvrir cette semaine un gouvernement habité par les ténors de la droite LR ; la quintessence de « la dérive droitière du macronisme » dixit le député PS de Paris, Emmanuel Grégoire. « Une cohabitation de fait avec le RN », va jusqu’à considérer Lucie Castets.

« **Sans investive** ». Même dans l’opposition, l’unité reste un combat pour la gauche. « L’union ne dépend pas que de moi, mais je ferai tout ce que je peux pour que ça perdure », a promis Lucie Castets, toujours en retrait de ses fonctions à la ville de Paris. « On ne pas continuer pendant six mois à dire “c’est pas juste, franchement c’est pas juste” », prévient la secrétaire nationale des Ecologistes, Marine Tondelier.

## Comment Marine Le Pen jongle avec Michel Barnier

POUR UN PARTI qui refuse d’incarner le chaos, le pari est original. Samedi, Marine Le Pen a misé sur une nouvelle dissolution dans un an auprès de ses troupes réunies au Palais Bourbon à l’occasion de journées parlementaires monacales. « Espérons que cette mandature soit la plus courte possible », a exhorté la leader du RN au sujet du nouveau Premier ministre Michel Barnier, estimant que la situation politique ne pourra « pas durer ».

« Nous sommes sur une ligne de crête : ne pas apparaître comme les supplétifs d’Emmanuel Macron ni comme les complices d’une situation chaotique pour le pays », expose un cadre. Pour dénouer le nœud, le RN tente de proposer un débouché politique à ses électeurs. Et de justifier une potentielle non-censure immédiate du gouvernement, en espérant qu’il s’abîme au pouvoir.

La cheffe de file de la formation d’extrême droite se fait porte-malheur. En privé, elle estime qu’une dissolution serait synonyme de catastrophe nucléaire si la tripolarisation persiste. Charge à l’actuel locataire de Matignon d’accéder à sa demande de scrutin proportionnel dont les contours restent flous. Sinon, ne resterait qu’une issue à un tel blocage : la démission d’Emmanuel Macron. Possible mais improbable compte tenu du personnage, juge-t-elle. Autre ombre dans le paysage : « l’équation budgétaire quasi-intenable », comme l’élu le clamait dimanche dernier lors de son discours de rentrée à Hénin-Beaumont.

D’un côté, Marine Le Pen alerte sur le niveau de la dette publique, et de l’autre, martèle « l’urgence économique et sociale avec des Français exsangues ». Il y a une semaine, le vice-président Sébastien Chenu déclare sur CNews « très peu concevable » que son parti vote le budget, la sui-

vante sur France Inter, le même assure que « tout est sur la table ». « Autant rester flou pour les faire danser. Autant les amener à la crise », admet un lieutenant lepéniste. Les lignes rouges évoquées – la hausse d’impôt pour les classes moyennes et, nouveauté, la nomination d’Éric Dupond-Moretti au gouvernement – ne sont pas des plus éclairantes.

« **Magouilles** ». La « patronne » s’efforce de défaire le récit journalistique narrant sa bénédiction au nouveau Premier ministre de droite et pro-européen. Elle qui avait annoncé à Emmanuel Macron censurer les noms de Xavier Bertrand, son rival honni des Hauts-de-France, et de l’ex-socialiste Bernard Cazeneuve, fermant la porte à quasi-toute figure de gauche, dément ce qu’elle renomme les « commentateurs ». Son récit à elle est tout autre : « face au parti unique, préparons l’alternance », est-il inscrit sur le Powerpoint de rentrée samedi.

« Vous êtes de droite ? De gauche ? », lance la cheffe aux élus, ironisant sur les questions des journalistes, avant d’avertir : « Ne vous laissez jamais balloter... car vous n’êtes pas des feuilles. » À l’égard des LR, la triple candidate à la présiden-

*« Si les LR se marient avec la macronie, l’espace sera large pour incarner l’opposition »*

tielle durcit le ton : « Notre grand pays qu’est la France ne peut pas fonctionner avec un gouvernement dirigé par une force politique qui a fait 5% et qui a été choisie pour cela. Les alliances qui pourraient s’effectuer demain entre les différents groupes seraient des magouilles. »

En effet, le puzzle politique se recompose pièce après pièce depuis la dissolution. « Si les LR se marient avec la macronie, l’espace sera large pour incarner l’opposition », se réjouit le député venu de l’UMP Franck Allisio, qui se réclame d’un RN « ni droite ni gauche » comme l’étaient selon lui... Georges Pompidou ou Jacques Chirac. « Toutes les familles politiques avaient choisi un bloc, sauf les LR. Laurent Wauquiez s’est réveillé, il va chercher la part de marché centriste et nous celle à sa droite. C’est l’heure d’une grande clarification », s’enthousiasme un proche d’Éric Ciotti. Prédire que ce chamboule-tout bénéficiera au RN demeure un pari.

Surtout vu l’état du chantier. Le parti invoque déjà des législatives anticipées, alors qu’il émerge à peine de son revers de juillet. Hors de question pour les lepénistes de revivre une telle campagne marquée par les sorties xénophobes, racistes ou antisémites de dizaines de candidats. Alors Jordan Bardella a annoncé, en conseil national élargi dimanche, que les 577 candidats devront être désignés d’ici mars par la commission nationale d’investiture, dont les nouveaux vice-présidents sont Kevin Pfeffer et Hélène Laporte. Thomas Ménagé et Julien Odoul formeront quant eux un étonnant binôme comme directeurs de campagne pour les législatives. À partir d’octobre, se tiendra même un meeting par mois.

Si celui qui vise Matignon a raillé les titres de presse évoquant un « parti sous surveillance », il a bien alerté ses troupes : « aucune mansuétude ne nous sera accordée, le droit à l’erreur n’existe pas au RN ». Et les a enjoint à éviter une trop longue « auto flagellation et introspection ». Le parti de l’ordre est de retour.

Nina Jackowski  
@Nina\_Jacks ✕



SIPA PRESS

« Espérons que cette mandature soit la plus courte possible », expliquait **Marine Le Pen** lors d’une réunion parlementaire samedi.



# En cette rentrée agitée, le ministre de la Justice observe une prudente réserve Place Vendôme, et ne rêve pas forcément de quitter le gouvernement

## La lutte contre le narcotrafic, cette carte que Dupond-Moretti peut jouer auprès de Barnier

### Bonne came

Le projet de **loi contre la criminalité organisée** est prêt. Un texte « consensuel », avance-t-on à la Chancellerie, dans une période qui manque tant de consensus.

Marie-Amélie Lombard-Latune

LAISSERA-T-IL le projet « sur le bureau » de son successeur à la Chancellerie, façon Gabriel Attal quittant Matignon ? Une certitude : Eric Dupond-Moretti a pris goût à la chose publique et ne rêve pas forcément de quitter le gouvernement. N'a-t-il pas atteint le 19 août dernier - son entourage est précis sur le calendrier - le podium de longévité (4 ans et 2 mois aujourd'hui) des gardes des Sceaux sous la V<sup>e</sup> République, derrière Robert Badinter et Jean Foyer ? « Il n'est candidat à rien », selon la formule consacrée mais il n'existe non plus, sur le papier, aucune incompatibilité avec Michel Barnier. Les deux hommes ne se connaissent pas. Un scénario qui serait pour le RN un motif de censure, dit-on au sein du parti d'extrême droite.

Sans la dissolution, le texte « renforçant la lutte contre la criminalité organisée », peaufiné depuis dix-huit mois à la Chancellerie, aurait pu être envoyé au Conseil d'Etat début septembre et présenté au Sénat en octobre, la voie parlementaire qui était privilégiée. Il est censé être la réponse politique à l'explosion du trafic de drogue et sa chronique quasi quotidienne de règlements de comptes, aux guerres de territoires qui atteignent les villes moyennes, aux trafics d'armes et blanchiment d'argent qui y sont associés.

**Déflagration.** Un constat que résume le magistrat Jean-François Ricard, aujourd'hui conseiller spécial du garde des Sceaux, dans son rapport sur la création d'un Parquet national anticriminalité organisée (Pnaco) remis en juillet 2024 : « une justice n'étant plus en capacité de répondre efficacement à [la] menace » d'un « développement sans précédent de la criminalité organisée au cours de ces dernières années et de son empreinte sur l'ensemble du territoire national ». Le 14 mai 2024, une double déflagration donne encore

plus de résonance au projet dans l'opinion publique : la sanglante évasion du caïd Mohamed Amra au péage d'Incarville et un rapport sénatorial décrivant une France « submergée par le narcotrafic ». La Chancellerie pousse ses feux bien qu'à Matignon Gabriel Attal privilégie, lui, la réforme de la justice des mineurs, sachant le sujet hautement sensible depuis les émeutes de l'été 2023.

« **Pentito** ». Techniquement, la réponse, telle que bâtie par le ministre de la Justice, tient en cinq volets. La création d'un parquet national anticriminalité organisée en est un des piliers. Les magistrats y sont en majorité favorables même si le projet aiguisé les susceptibilités, en particulier celles du parquet de Paris. Une cour d'assises spéciale est aussi créée, composée de magistrats professionnels (comme actuellement pour les dossiers terroristes) afin, notamment, d'éviter les



SIPA PRESS

Bien qu'il n'ait aucune incompatibilité avec le nouveau Premier ministre, **Eric Dupond-Moretti** « ne veut pas rester pour rester », assure son entourage.

pressions et les menaces sur les jurés. Une infraction criminelle d'association de malfaiteurs en bande organisée entre dans le Code pénal, permettant de doubler le quantum de la peine encourue (jusqu'à vingt ans de prison). Un « statut du repenté, sur le modèle italien du "pentito" », dit-on à la Chancellerie, permet un véritable changement d'identité alors qu'aujourd'hui la loi française n'accorde qu'une identité d'emprunt, qui, depuis une vingtaine d'années, n'a bénéficié qu'à une quarantaine de personnes. Dans la version Dupond-Moretti, des personnes impliquées dans des crimes de sang peuvent demander à changer d'état civil.

Enfin, et ce n'est pas le moindre des chapitres de ce projet de loi, une prison pour les « gros profils », « le très haut du spectre de la « crim' orga », comme disent les professionnels, est prévue.

**Assentiment.** Voilà pour l'aspect technique. Sur le papier, tout est prêt, insiste-t-on à la Chancellerie. Un texte consensuel, bénéficiant de l'assentiment du Sénat (le garde des Sceaux s'en était assuré auprès des deux sénateurs auteurs du rapport sur le narcotrafic, le LR Etienne Blanc et le PS Jérôme Durain), répondant à l'attente des Français : quoi de mieux quand l'horizon est bouché par le budget et les retraites ? Certes, une petite compétition existe pour savoir qui a eu la meilleure idée le premier mais, globalement, l'essentiel est ficelé. Auprès des professionnels (les magistrats, au premier chef, pourtant généralement hostiles à toute forme de parquet spécialisé), Jean-François Ricard, qui a consulté plus de 200 personnes, a vendu la réforme avec succès.

En cette rentrée agitée, Eric Dupond-Moretti observe une prudente réserve Place Vendôme. « Il ne veut pas rester pour rester », assure son entourage. La garantie qu'un coup de rabot ne sera pas donné à la loi de programmation pour la justice serait une ligne rouge fixée par le ministre qui a fait de ses « budgets historiques » sa marque de fabrique. La communication prévue sur le projet de loi criminalité organisée est toute prête à ressortir des cartons.

@malombard

## Seine colère Anne Hidalgo : après les JO, encore et encore des travaux

### La chronique de Jean-Michel Salvator

C'est ce qui s'appelle casser l'ambiance. Les lampions de la cérémonie de clôture des Jeux paralympiques étaient à peine éteints, le 8 septembre au soir, que madame Hidalgo se précipitait dès potron-minet sur RTL, pour présenter aux Parisiens une nouvelle salve d'interdictions après cette parenthèse enchantée. Pas question de rester trop longtemps la tête dans les étoiles. Il fallait annoncer illico que plusieurs réductions de circulation provisoires deviendraient définitives, qu'il n'y aurait pas de retour en arrière et que certains changements étaient irréversibles, au nom de ce nouveau concept bien commode « d'héritage des Jeux ».

C'est le grand retour de la politique du fait accompli. En mai 1968, il était « interdit d'interdire ». En 2024, après les Jeux, on va se rendre compte que plus que jamais, « il sera interdit d'autoriser ». Les nouvelles limitations à la circulation vont pleuvoir. Qu'on

en juge. Il y a d'abord le périphérique, dont la voie dédiée aux transports collectifs sera pérennisée à partir du 1<sup>er</sup> octobre. Et pour faire bonne mesure, la limitation de vitesse à 50 km/h s'imposera également, officiellement pour réduire la pollution atmosphérique et lutter contre le bruit. Tant pis si Valérie Pécresse, la présidente de la Région, s'indigne à l'idée de voir de nouveaux embouteillages se former ! Tant pis si le préfet de police n'a pas donné son accord. L'histoire ne dit pas si Laurent Nuñez règlera ses radars sur le 50 km/h ou s'ils resteront sur le 70 km/h ! Anne Hidalgo fanfaronne : « La décision est de ma responsabilité ! »

Il y a aussi toutes ces interdictions provisoires qui deviennent la norme. Par exemple, le pont d'Iena, devant la Tour Eiffel, restera piéton. On maintiendra juste une voie pour les taxis et les bus. C'est l'ébauche du grand projet de la mandature : un vaste parc reliant le Champs de Mars et le Trocadéro. D'autres grandes places de Paris vont connaître une transformation radicale : sur le modèle de la Bastille, de la République ou de la place de Catalogne, le sens giratoire sera abandonné pour les voitures à la Concorde et au Trocadéro.

**Végétalisation.** Là aussi, le provisoire devient définitif. La circulation se fera en fer à cheval, ce qui permettra de « piétonniser » la moitié de ces deux nouvelles places. Autour de l'Obélisque, le projet est plus radical encore puisque la maire veut végétaliser 40 % de l'espace. Grisée par l'euphorie olympique, madame Hidalgo ne prend plus de gants. Que ça plaise ou non, c'est comme ça. Pour réduire les grincheux au silence, les éléments de langage d'avant JO sont prêts à être resservis : « Fuck à l'extrême droite ! » et « Ras-le-bol les peines à jouir ! » Comme si le succès de Paris 2024 valait chèque en blanc.

Mais ça n'est pas tout. Il y a aussi un grand projet de réhabilitation des Champs-Élysées, porté par les commerçants, sur lequel Anne Hidalgo devra se prononcer. Il faut dire que

les Parisiens ne représentent plus que 10 % des promeneurs sur la « plus belle avenue du monde ». Avec la fermeture de près de cinquante salles de cinéma en cinquante ans, dont le Normandie en juin dernier, le seul attrait des Champs se résume aux boutiques de luxe (Vuitton, Dior, Cartier), et aux flagships internationaux (Nike, Lacoste, Apple).

## « Avant les Jeux, on a paré au plus pressé avec un premier lifting à 30 millions d'euros. Là, on en dépenserait cinq fois plus pour relier les Champs-Élysées aux quais de Seine et réduire (encore !) le nombre de voies de circulation »

Le bas de l'avenue n'est pas mieux loti. Il y a plus d'un demi-siècle que les jardins autour de la place de la Concorde ne sont plus un but de promenade pour personne. On leur préfère les Tuileries, le parc Monceau, les Buttes-Chaumont ou le Luxembourg ! Trop isolés, trop encerclés par des tunnels routiers infranchissables.

Avant les Jeux, on a paré au plus pressé avec un premier lifting à 30 millions d'euros. Là, on en dépenserait cinq fois plus pour relier les Champs aux quais de Seine grâce à la couverture des axes routiers sur les quais hauts, et réduire (encore !) le nombre de voies de circulation le long de l'avenue. On ajouterait « huit salons végétaux » avec bancs, ombre et fontaines et trottoirs encore élargis avec 160 arbres supplémentaires plantés. Si La « pause » des travaux promise par Anne Hidalgo n'est pas près d'être tenue !

@j\_msavator

## Choix publics Relever les oreilles, pour la liberté !

### La chronique de Erwan Le Noan



Dans le chapitre « Le chemin de la catastrophe » de ses *Mémoires*, Raymond Aron revient sur le déclin de la démocratie sous la III<sup>e</sup> République. Il note : « J'observai, sans y participer, la guerre civile froide, déclenchée depuis février 1934 ». Les historiens ont décrit la crise politique des années 1930 et l'affaiblissement progressif du régime. Marc Bloch a souligné dans *L'Etrange Défaite* que « le triomphe des Allemands fut, essentiellement, une victoire intellectuelle et c'est peut-être là ce qu'il y a eu en lui de plus grave ». Les grands auteurs de la Mitteleuropa, de Zweig à Márai, ont également dépeint la voie funèbre de la décomposition de l'esprit démocratique.

**Signaux.** Les comparaisons hâtives et dramatiques ne sont probablement pas constructives dans le débat public : leur excès leur nuit. La France de 2024 n'est pas celle de 1934. Il est toutefois des signaux qui, lorsqu'ils se répètent, devraient appeler l'attention, alimenter l'inquiétude voire susciter l'effroi.

En France, en 2024, l'antisémitisme se déploie, sans fard, ne s'embarrassant même plus de se déguiser sous les traits de l'antisionisme, le glissement de la détestation de l'État juif à la haine du Juif étant décidément facile et régulier.

En France, en 2024, les citoyens s'appauvrissent. Le déclin relatif de la richesse par habitant, en comparaison avec nos homologues occidentaux, se traduit aussi dans le

## « En France, en 2024, les extrêmes profitent des épreuves sociales, des fragilités économiques, des failles politiques »

quotidien de perspectives qui se réduisent, d'opportunités qui s'inclinent, d'une ambition qui s'illusionne dans la gesticulation. Le niveau de vie se maintient au prix d'un entêtement massif, laissant aux générations futures la charge d'une inconséquence collective.

En France, en 2024, l'extrême gauche, par ignorance crasse parfois, cynisme savant souvent, s'emploie à saper la légitimité des institutions démocratiques. Profitant de la fragmentation de la société, elle entretient le tumulte, excite les rancœurs, encourage l'esprit de sédition.

En France, en 2024, l'extrême droite observe le fruit de l'exaspération mûrir, attendant que le poids de la colère fasse tomber le pouvoir naturellement à ses pieds.

En France, en 2024, les extrêmes profitent ainsi des épreuves sociales, des fragilités économiques, des failles politiques. L'impuissance de l'action publique fait croître leur force électorale, effritant l'attachement démocratique dans le cœur des citoyens, dès lors prêts à s'abandonner au premier dirigeant qui leur promettra la protection ou la restauration de ce qu'ils estiment former leur dignité.

Dans les années 1930, la déroute morale vint aussi - et notamment de ce que la succession des alternances n'avait pas produit les résultats escomptés, ni le Front populaire de Blum, ni la droite réformatrice de Tardieu ou Reynaud, les tentatives des uns et des autres se trouvant obstruées par des jeux parlementaristes abscons. L'échec des réformes Doumergue, qui envisagèrent de réformer l'État pour en accroître l'efficacité, contribua à sceller par anticipation le cercueil de la démocratie.

Aron conclut son sombre chapitre en citant Etienne Mantoux, un économiste qui lui apporta son soutien dans une discussion à la Société française de philosophie : « Je crois comme vous, disait-il, que ceux qui réussiront à conserver les valeurs dont je parle seront des libéraux, et non pas de ces libéraux à l'oreille basse qui n'osent pas dire leur nom, mais des libéraux prêts à défendre la liberté, non seulement politique, mais aussi économique ». Si l'histoire ne se répète pas, certains épisodes ont toutefois aujourd'hui un écho retentissant.

@erwanlenoan



# Le président du Medef, lors d’un débat avec Sophie Binet, a évoqué une augmentation des salaires... mais le plaisir fut de courte durée

## Comment Patrick Martin a été applaudi à la fête de l’Huma

### Inattendu

Pour la première fois, un président du Medef s’est rendu à la fête de l’Humanité, organisée **ce week-end dans l’Essonne**, pour débattre avec son homologue cégétiste des dossiers chauds de la rentrée.

Sarah Spitz

« SOPHIE ! Sophie ! Sophie ! » Samedi, à la fête de l’Humanité, une salle pleine à craquer acclame Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT. Son invité ne peut pas en dire autant. Quand le patron des patrons, Patrick Martin, fait son entrée sur la scène qu’ils occuperont pendant deux heures de débat, il est accueilli par les huées d’un public acquis à la centrale de Montreuil.

Dividendes du CAC 40, impôts sur les entreprises : comme on pouvait s’y attendre, les désaccords étaient nombreux. Mais, le temps d’un bref instant, et à la surprise générale, le représentant patronal a été... acclamé. « Oui, il faut augmenter les salaires », a-t-il déclaré, couronné par un tonnerre d’applaudissements.

Le plaisir aura été de courte durée. Les sifflements ont repris de plus belle lorsque Patrick Martin a complété sa phrase : « Cela suppose que nos entreprises soient plus performantes d’un côté et que, d’autre part, on revisite nos régimes sociaux ». « Actuellement, au niveau du smic, il y a encore 368 euros de charges salariales... », a-t-il ajouté, avant d’être, cette fois, interrompu par les interjections de l’auditoire.

« Cotisations ! », crie-t-on dans le public. Patrick Martin, interloqué, découvre manifestement les règles du vocabulaire cégétiste. « On dit cotisations, pas charges », corrige Sophie Binet. « Je ne vais pas jouer avec les mots... » rétorque-t-il, essayant une nouvelle série de sifflements. « Oui, mais ce sont des cotisations, parce que le mot “charge” n’est pas neutre », insiste son interlocutrice. Patrick Martin ne comprend pas : « Mais à la fin, ça fait toujours 368 euros, Sophie ! »

**Pouvoir d’achat.** Si le sujet des rémunérations se trouve naturellement au carrefour des désaccords entre les salariés et le patronat, le contexte économique cette année est particulier. Pendant deux années de choc inflationniste, les salaires ont augmenté moins vite que les prix. A présent, la tendance semble s’inverser. D’après le Medef, les revalorisations salariales en 2024 « devraient être en moyenne de l’ordre de 3,4% » face à une inflation qui se stabilise sur une trajectoire à 2%.

Est-ce que les pertes de pouvoir d’achat des salariés seront réellement compensées ? La question est économique mais aussi politique, après une campagne législative focalisée

*De manière générale, sur plusieurs dossiers, la leader cégétiste revendique un champ d’action plus large des organisations syndicales et patronales. Dans ce sens, elle a demandé des « clarifications » à son homologue patronal*

sur ce sujet, et avant la constitution du nouveau gouvernement et le dépôt d’un Budget pour l’an prochain, qui pourrait contenir des mesures fiscales jouant sur le pouvoir d’achat.

Dans ce contexte, que peuvent faire les partenaires sociaux ? Leur rôle est limité. « Les salaires sont du ressort de l’entreprise et des branches », rappelle Patrick Martin.

Il y a bien eu un accord sur le partage de la valeur. Signé en mars 2023 par toutes les organisations patronales et syndicales à l’exception de la CGT, il vise à généraliser les dispositifs de participation ou d’intéressement des salariés au bénéfice de leur entreprise, notamment dans les PME. Toutefois, le texte, officiellement entré en vigueur en juin, ne porte pas sur le salaire en tant que tel. C’est pourquoi, pour Sophie Binet, « sur la question des salaires, on doit pouvoir en parler aussi au niveau interprofessionnel ».

De manière générale, sur plusieurs dossiers, la leader cégétiste revendique un champ d’action plus large des organisations syndicales et patronales. Dans ce sens, la syndicaliste a demandé des « clarifications » à son homologue patronal, à commencer par les exonérations de cotisations sociales, qui « permettent à l’Etat de reprendre la main » sur les sujets dévolus aux partenaires sociaux.

**Paritarisme.** Face au projet de réforme de l’assurance-chômage de l’exécutif, pour le moment juste mis de côté, Sophie Binet a déclaré être « favorable à reprendre cette négociation », ainsi que celle, connexe, de l’emploi des seniors, dont les pourparlers avaient échoué une première fois en avril. Mais le Medef acceptera-t-il ses revendications sur les départs anticipés pour pénibilité, les aménagements de fin de carrière, le déplafonnement des cotisations au chômage pour les hauts salaires ?

Autant de « questions » restées sans réponse, regrettera le camp cégétiste à l’issue du débat. Mais le président du Medef, qui avait défendu bec et ongles les partenaires sociaux face à l’exécutif pendant l’épisode explosif de l’Agirc-Arrco de l’automne dernier, n’a pas manqué de rappeler son attachement au paritarisme. Ainsi, Sophie Binet est invitée à la prochaine université d’été du Medef. « On verra », répond l’intéressée.

Si Patrick Martin n’a sans doute pas convaincu le public de la fête de l’Humanité, il peut en tout cas se targuer d’avoir été moins chahuté ce week-end que François Ruffin, député LFI en froid avec Jean-Luc Mélenchon.

@sarah\_spritz

## Selon le dernier baromètre de l’encadrement des prix locatifs de la Fondation Abbé Pierre, il reste encore beaucoup d’efforts à faire

# Logement : plus de loyers hors-la-loi à Paris qu’en région

### Abus

S’il n’est jamais évident de fixer le loyer d’un bien que l’on souhaite mettre en location, il existe toutefois des lois et des outils pour éviter certains abus tarifaires. Instauré il y a cinq ans, le **dispositif de l’encadrement dans les zones tendues** peine malgré tout à être respecté.

Sandra Mathorel

IL Y A DES PROGRÈS, mais ce n’est pas encore ça. « L’encadrement des loyers est de mieux en mieux respecté en province, et c’est une bonne chose, se réjouit Manuel Domergue, directeur des études de la Fondation Abbé Pierre, qui vient de publier son quatrième baromètre sur le sujet. Mais, en Ile-de-France, le dispositif stagne, voire régresse. » Dans la capitale, 30% des annonces de location sont hors des clous et dépassent le loyer-plafond légal. C’est 2% de plus qu’en 2023. La Plaine Commune, un ensemble de villes de Seine-Saint-Denis (Aubervilliers, La Courneuve, Saint-Ouen...) est le mauvais élève de la région avec un taux de 40% d’annonces non conformes.

**Flou.** Pour contrer une tension locative toujours croissante dans les zones tendues, le gouvernement a mis en place en 2014 un encadrement des loyers du privé à Paris. Après quelques péripéties juridiques, le dispositif est déclaré légal par le Conseil d’Etat en juin 2019. Depuis cette date, il est en vigueur dans la capitale et dans les collectivités qui en font la demande (à condition que la demande de location soit supérieure à l’offre). Sur le papier, le principe est simple : le propriétaire-bailleur ne doit pas demander un loyer supérieur à un certain plafond, lequel est déterminé selon les caractéristiques du bien (superficie, adresse, époque de construction de l’immeuble...) Dans le quartier Picpus (12<sup>e</sup> arrondissement parisien), par exemple, un studio meublé construit entre 1946 et 1970 ne peut pas être loué plus de 36,40 euros le mètre carré.

# L’équilibre entre forces politiques constitue le premier défi d’Ursula von der Leyen pour composer l’équipe de son second mandat

## Retard en vue pour la nouvelle Commission européenne

### Prise de chou

La présidente réélue de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, **doit présenter mardi matin au Parlement européen son nouveau collège de commissaires**. L’aval du Parlement sera encore plus difficile à obtenir qu’il y a cinq ans.

Jade Grandin de l’Eprevier (à Bruxelles)

QUI DE MICHEL BARNIER ou d’Ursula von der Leyen réussira le premier à mettre sur pied son équipe ? Alors que le Premier ministre français a promis de dévoiler son gouvernement cette semaine, la présidente de la Commission européenne, réélue en juillet, doit proposer son nouvel organigramme de commissaires mardi matin au Parlement de Strasbourg. Un équilibre subtil.

Les nouveaux postes qu’elle a promis - commissaires à la défense, au logement, à la simplification - seront-ils bien créés, et avec quel véritable pouvoir ? Qui aura le titre convoité de vice-président exécutif ? Selon une rumeur confirmée la semaine dernière par Forza Italia, membre du Parti populaire européen (PPE, centre-droit), le commissaire italien proposé par Giorgia Meloni, l’ancien ministre Raffaele Fitto, membre des Frères d’Italie, obtiendrait ce poste, du fait de la volonté d’Ursula von der Leyen de l’accorder à l’Italie. Mais elle couronnerait en même temps son groupe politique et celui de la première ministre italienne, les conservateurs et réformistes européens (ECR), qui sont hors de la majorité pro-européenne qui l’a réélue au Parlement. Cette éventualité de vice-présidence exécutive a déclenché l’ire de Renew (centristes-libéraux),



SIPA PRESS

**Ursula von der Leyen** a été réélue présidente au mois de juillet.

des Verts, des Socialistes et démocrates (S&D) et de la Gauche radicale. « Cela signifie qu’Ursula von der Leyen positionnerait parmi les poids lourds de sa Commission européenne un commissaire d’extrême droite. [...] Je [lui] ai déjà fait savoir que ce n’était pas tenable », a déclaré Valérie Hayer, présidente de Renew, sur le plateau de l’émission « La faute à l’Europe ». La coprésidente des Verts, Terry Reintke, pense que cette nomination « menacerait intentionnellement la coalition pro-européenne et démocrate qui s’est constituée en juillet », tandis que les S&D estiment « très difficile, voire impossible, de soutenir les commissaires présentés par Ursula von der Leyen » dans ce cas. « Prétendre apprivoiser les ennemis de la démocratie en les rapprochant de nous ne fait que les renforcer », a renchéri Sonja Giese, porte-parole de la Gauche radicale.

Au PPE, au contraire, on considère que Raffaele Fitto est un politicien de centre-droit ; et que Renew n’a pas de leçon à donner puisqu’ils gouvernent avec l’extrême droite aux Pays Bas et que le gouvernement Barnier est conditionné au soutien du RN en France.

**Parité.** Un autre accroc a provoqué un premier report de la présentation de la nouvelle Commission, qui devait initialement avoir lieu le 11 septembre : le changement de commissaire slovène. Jusqu’au 3 septembre, le candidat était un membre du PPE, Tomaz Vesel. Mais Ursula von der Leyen a demandé un autre nom au Premier ministre Robert Golob, du parti vert libéral Mouvement pour la liberté. La Slovénie, comme 25 autres pays, n’avait pas respecté sa demande de présenter deux candidats : un homme et une femme. Seule la Bulgarie l’a fait, les autres pays ont proposé en majorité des hommes. Le casting se compose donc de 10 femmes et 16 hommes, contre 12 femmes et 14 hommes en 2019.

Tomaz Vesel s’est désisté et la Slovénie a proposé à la place l’ancienne diplomate Marta Kos, du Mouvement pour la liberté. Autre avantage, sa candidature fait baisser le nombre de commissaires venus du PPE, représentant la moitié de la commission, ce qui agace les Socialistes, deuxièmes au Parlement européen. Le PPE est mieux représenté au niveau des gouvernements, qui choisissent les commissaires. Actuellement dans l’opposition en Slovénie, le parti conservateur SDS (membre du PPE) en fait un bras de fer avec Robert Golob et refuse d’organiser l’audition parlementaire de Marta Kos, légalement indispensable pour officialiser sa nomination. Il peut la repousser jusqu’au 24 septembre.

Il n’est donc pas certain qu’Ursula von der Leyen puisse présenter sa nouvelle Commission mardi. Les commissaires devront passer des auditions au Parlement européen et obtenir deux tiers des voix. Rien que pour organiser ces auditions, le Parlement doit recevoir « les lettres de mission des candidats, leurs CV, leurs déclarations d’intérêt, et la saisie formelle du Conseil, explique Delphine Colard, porte-parole adjointe de l’institution. Afin que la conférence des présidents de commission discute de quelles commissions sont responsables de [quelles] auditions, que cela soit confirmé par la conférence des présidents de groupes politiques, avant une première évaluation par la commission des affaires juridiques ; puis [qu’on procède aux] questions écrites et [aux] auditions de confirmation ».

Ce qui amènerait plutôt à une entrée en poste de la Commission début décembre... Si tout va bien. Sonja Giese résume l’impatience des eurodéputés : « On attend tous cette Commission comme les enfants la veille de Noël ». Elle risque d’être prise au mot.

@JadeGrandin



Faute de majorité, le président a dissous le Parlement et appelé à des législatives, le 17 novembre

# Au Sénégal, le coup de poker de Bassirou Diomaye Faye

## Renouvellement

Le président Bassirou Diomaye Faye, élu en mars, a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale. Des élections législatives seront ainsi organisées le 17 novembre. **Son ambition sera de recomposer l'assemblée autour d'une coalition majoritaire pour pouvoir gouverner**, alors que le Parlement compte pour l'instant davantage de députés issus des rangs de l'ancienne majorité présidentielle.

Pascal Airault

« JE DISSOUS L'ASSEMBLÉE NATIONALE pour demander au peuple souverain les moyens institutionnels qui me permettront de donner corps à la transformation systémique que je leur ai promise. Aujourd'hui plus que jamais, l'heure est venue d'ouvrir une nouvelle temporalité à notre quinquennat », a expliqué Bassirou Diomaye Faye, le 13 août à la télévision nationale. Un jour plus tôt, le délai de deux ans, nécessaire pour dissoudre le parlement après les dernières élections, venait d'être franchi.

Cette décision était dans l'air du temps mais a visiblement été prise à la hâte. Le président sénégalais avait en effet appelé les députés à se rendre à une session le 13 septembre pour la déclaration de politique générale du Premier ministre Ousmane Sonko, très attendue plus de cinq mois après sa nomination. In fine, le tandem au pouvoir a préféré accélérer la dissolution, dénonçant les blocages à l'Assemblée.

Le Parlement est toujours dominé par la coalition Benno Bokk Yakaar, acquise à l'ancien président Macky Sall, qui détient la majorité absolue. Celle-ci souffle le chaud et le froid. Elle a menacé de déposer une motion de censure contre le chef du gouvernement. Elle a boudé en juin les premiers débats sur le budget et a fait bloc pour rejeter fin août le projet de loi visant à supprimer le Conseil économique, social et environnemental (CESE) et le Haut conseil des collectivités territoriales (HCCT), une promesse de campagne du nouveau pouvoir.

**Intenable.** Le Pastef, le parti du président, et ses alliés ne comptent pas plus de quarante députés. Une situation intenable à terme pour la mise en œuvre du programme de gauche, panafricaniste et souverainiste de Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko. Le nouveau pouvoir a suscité d'immenses attentes parmi la jeunesse. Les trois quarts de la population ont moins de 35 ans. Mais les autorités n'ont toujours pas engagé de chantier majeur, certains justifiant cette inaction par l'absence de majorité au Parlement. « Moins de cinq mois après l'arrivée au pouvoir du tandem Diomaye Faye-Sonko, il y a déjà beaucoup de déçus, confie Ibrahim, un Dakarois. Le pouvoir a lancé des audits dans tous les domaines, donc rien n'avance. Certaines nominations relèvent aussi du copinage. Ça ne passe pas alors que le duo a joué les chevaliers blancs pour se faire élire ».

Cette dissolution devrait rebattre les cartes. Les analystes s'attendent à une recomposition du paysage politique. « Les alliances se feront autour de personnes : le socialiste Khalifa Sall et l'ancien Premier ministre Amadou Ba qui ont pris langue, le libéral Karim Wade à la tête du PDS ou encore le leader de la société civile, Fadel Barro, pour le Front citoyen, confie un fin observateur de la scène politique. L'Alliance pour la République (APR) de l'ancien président Macky Sall et Rewmi de l'ancien premier ministre Idrissa Seck ont aussi lancé, avec d'autres formations, un bloc des libéraux et démocrates ».

Retraité à Marrakech, son actuel lieu de résidence, Macky Sall continue à diriger l'ancien parti présidentiel. Il s'abstient de toute déclaration publique mais consulte régulièrement ses proches. Il entretient de bonnes relations avec la famille Wade contrairement à son ancien Premier ministre, Amadou Ba. Sall et Ba ne s'étaient pas reparlé fin août, malgré les missions de bons offices qui ont tenté de rapprocher les deux anciens alliés, brouillés lors de la présidentielle. Amadou Ba, qui hésitait, a fini par quitter l'APR et lancer sa propre formation politique.

Il est peu probable que l'opposition présente un front uni aux législatives bien qu'elle ait intérêt à se rassembler le plus largement et à surfer sur le mécontentement des Sénégalais. Ses divisions pourraient faire le jeu du pouvoir mais rien n'est acquis pour le camp présidentiel.

« Les duo Diomaye Faye-Sonko n'a pas d'autres solutions que de négocier avec Karim Wade s'il veut espérer obtenir une majorité



SIPA PRESS

Le Premier ministre **Ousmane Sonko** et le président **Bassirou Diomaye Faye** à Dakar, en mars.

à l'assemblée, confie un opposant. Et encore, ce n'est pas sûr. On a de fortes chances de leur imposer une cohabitation au regard de leurs maladresses ».

Le pouvoir s'en prend régulièrement au camp de Macky Sall, aux magistrats et même dernièrement aux religieux. Cheikh Oumar Diagne, directeur des moyens généraux de la présidence, a accusé la très influente communauté mouride de compter dans ses rangs des marabouts corrompus et d'avoir des signes maçonniques dans ses lieux de culte. Tollé général des dignitaires religieux qui ont appelé à sa démission. Cela entraîne de surcroît un problème politique, cette communauté étant historiquement proche de la famille Wade, l'allié avec lequel le pouvoir espère monter sa coalition pour gouverner.

@P\_Airault

## L'effondrement d'un pont à Dresde mercredi est venu rappeler l'urgence d'en rénover des milliers à travers le pays

# L'Allemagne prise au piège de la vétusté de ses infrastructures

## Sur le pont

**Un des principaux ponts de la ville de Dresde, dans l'est du pays, s'est effondré mercredi au petit matin.** Les autorités locales mettent en cause la corrosion de pièces d'acier. Les communes appellent le gouvernement à débloquer plus de fonds pour éviter des catastrophes similaires.

Luc André (à Berlin)

PEU APRÈS 3H MERCREDI MATIN, une partie du pont Carola, dans le centre de Dresde, s'est effondrée sur une centaine de mètres. La chaussée réservée aux trams a fini dans l'Elbe, heureusement sans faire de victime. L'avarie de cette infrastructure, terminée en 1971, semble due à la corrosion de pièces d'acier, selon les autorités locales. Le pont était considéré en mauvais état depuis longtemps mais la municipalité de la capitale saxonne s'était refusée à restreindre la circulation sur cet axe, l'un des quatre à traverser le fleuve dans le centre-ville.

**Point noir.** Le cas du pont Carola illustre la fragilité des infrastructures du quotidien outre-Rhin, victime de décennies de sous-investissements. D'après une étude de la fédération de communes DstGB réalisée en 2023, la moitié des quelque 60 000 ponts en ville sont en mauvais état. Mais bien souvent, les municipalités n'ont pas les moyens pour réaliser les travaux nécessaires. La banque publique KfW chiffre à 186 milliards d'euros le stock d'investissement à réaliser dans les infrastructures communales. Reconstruire après un sinistre coûte encore plus cher : à Dresde, la note est évaluée à 100 millions d'euros pour le pont Carola. Les communes réclament un coup de pouce de l'État mais la situation délicate des finances publiques allemandes laisse peu d'espoir.

La situation pour les grands axes routiers n'est pas reluisante non plus : 4 000 ponts autoroutiers, soit un sur sept, doivent être rénovés de manière urgente. Réalisées pour la

Rupture ou continuité ? Voilà le cœur de la campagne pour la présidence du Parti libéral-démocrate, première formation du pays

# Au Japon, une élection pour clarifier le paysage politique

## On peut rêver

Selon un sondage mené par la chaîne publique NHK, **70% des personnes interrogées se disent intéressées par l'élection** à la tête de la formation qui domine la vie politique japonaise depuis 1955.

Claude Leblanc

LE JAPON POURRAIT BIENTÔT AVOIR son plus jeune dirigeant ou sa première femme à la tête du pays, puisqu'un nombre record de neuf candidats sont en lice pour succéder au Premier ministre Fumio Kishida, lequel, très impopulaire, a annoncé mi-août son refus de briguer un nouveau mandat à la tête du Parti libéral-démocrate (PLD). Une décision qui l'oblige à abandonner son poste de Premier ministre, dans la mesure où, comme le veut la tradition, le président du PLD devient chef du gouvernement, le PLD détenant la majorité au sein du Parlement.

Le vote est prévu le 27 septembre. L'issue du scrutin est plus incertaine que jamais dans la mesure où la formation, qui domine la vie politique japonaise depuis 1955, avec seulement deux courtes vacances de 3 ans à la tête du pays en 1993 et 2009, est fragilisée par des dysfonctionnements internes et les difficultés auxquelles est confronté le pays. La question est de savoir si les membres du PLD choisiront un réformateur ou préféreront continuer avec un conservateur pur jus.

Les Japonais, pour leur part, souhaiteraient voir un homme ou une femme capable de « renverser les tables ». Selon des sondages de presse, Shinjiro Koizumi, député et ancien ministre de l'Environnement, est leur favori. A

43 ans, il fait figure de jeune loup susceptible de remettre en question le fonctionnement du parti, secoué depuis plusieurs mois par une série de scandales allant de ses relations troubles avec des organisations religieuses à des malversations concernant le financement de ses membres. Ces affaires ont contribué à entamer la confiance des électeurs qui ont infligé plusieurs avertissements électoraux au PLD. Le nom de Koizumi est aussi synonyme de changement au Japon puisque son père Jun'ichiro, Premier ministre entre 2001 et 2006, a joué un rôle clé dans l'introduction de nouvelles règles dans le monde du travail et s'est fait apprécier du public par une attitude « cool » et son amour du rock'n roll. S'il était choisi, Shinjiro Koizumi a indiqué qu'il dissoudrait le Parlement et convoquerait les électeurs pour clarifier le paysage politique nippon.

**Parité.** Face à lui, Sanae Takaichi constitue une deuxième option pour le changement. L'actuelle ministre de la Sécurité économique, si elle était élue, serait la première femme à diriger un gouvernement dans un pays où la gent féminine est mal représentée dans les instances politiques. Dans le dernier rapport du World Economic Forum publié en juin, le Japon pointe à la 118<sup>e</sup> place sur 146 concernant la parité au niveau du pou-

*L'élection de Sanae Takaichi marquerait une rupture avec l'image d'une organisation dominée par des hommes ayant régulièrement défrayé la chronique avec des prises de position machistes. Mais, à 63 ans, elle n'incarne pas la jeunesse*

voir même si son classement s'est amélioré. Le PLD s'est engagé en juin 2023 à tripler le pourcentage de femmes parmi les députés, qui passerait de 11% actuellement à 30% d'ici à 2033. Aussi l'élection de Mme Takaichi marquerait-elle une rupture avec l'image d'une organisation dominée par des hommes ayant régulièrement défrayé la chronique avec des prises de position machistes. A 63 ans, elle n'incarne pas la jeunesse, mais pourra séduire les électrices, notamment au niveau local où elles ont toujours eu une grande influence sur les résultats dans les élections municipales et régionales en raison de leur engagement dans les mouvements de citoyens.

Les sept autres candidats - Yoshimasa Hayashi (63 ans) actuel secrétaire général du gouvernement, Shigeru Ishiba (67 ans) ancien ministre de la Défense, Yoko Kamikawa (71 ans), actuelle ministre des Affaires étrangères, Katsunobu Kato (68 ans), ancien chef de cabinet, Takayuki Kobayashi (49 ans), ancien ministre de la Sécurité économique, Taro Kono (61 ans), actuel ministre du Numérique et Toshimitsu Motegi (68 ans), actuel secrétaire général du PLD - bénéficient d'une cote de popularité plus ou moins élevée dans l'opinion, mais font figure de personnalités déjà usées par des candidatures à répétition. Toutefois, dans ce scrutin où les Japonais n'ont pas leur mot à dire, les combines et les jeux d'influence entre les diverses factions du PLD sont très importantes. Les promesses au sujet des nominations au sein du nouvel organigramme du parti et du nouveau gouvernement auront une influence non négligeable.

La course au PLD marque le début d'une saison politique chargée au Japon. L'autre parti de la coalition gouvernementale, le Komeito, connaîtra également un changement de direction le 28 septembre, lorsque Natsuo Yamaguchi, 72 ans, passera les rênes à son adjoint, Keiichi Ishii. Dans l'opposition également, le Parti démocrate constitutionnel doit aussi choisir son prochain leader d'ici le 23 septembre avec l'objectif de construire une force susceptible de défier le PLD lors des prochaines élections législatives. Shinjiro Koizumi s'est engagé à organiser des élections anticipées s'il est élu afin de clarifier la situation politique et obtenir une majorité claire pour son programme.

@Japanline



# Discrète, la coopération stratégique entre les deux pays est très intense, en particulier contre l’Iran

## La relation franco-israélienne plus forte que jamais

### Diplomatie

**Le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, a dévoilé le 11 septembre un document interne du Hamas qui met en lumière les difficultés croissantes auxquelles fait face l’organisation terroriste.** « Nous avons perdu au moins 50% de nos combattants entre ceux qui sont martyrs et blessés, et il ne nous reste plus que 25%. (...) Nous avons perdu 90-95% de nos capacités en roquettes ; et nous avons perdu environ 60% de nos armes personnelles ; nous avons perdu au moins 65-70% de nos lanceurs et roquettes antichars. »

Jean-Dominique Merchet

MALGRÉ LA GUERRE À GAZA, la relation stratégique entre la France et Israël n’a jamais été aussi bonne. L’Iran est la première cause de ce rapprochement, au point que, cet été, la France s’est engagée, aux côtés de ses alliés, à participer à la défense de l’Etat hébreu si celui-ci était attaqué par la République islamique. Il faut remonter au début des années soixante, avant le tournant pro-arabe opéré par le général De Gaulle, pour retrouver un niveau de coopération comparable.

Une date symbolise cette évolution : la nuit du 13 au 14 avril dernier, lorsque l’Iran et ses alliés ont tiré environ 350 drones et missiles contre Israël. Des Rafale français, basés en Jordanie, avaient alors participé à l’interception de ces engins, aux côtés des Américains, des Britanniques et des Jordaniens. On ignore le nombre exact, mais très faible, de drones ou missiles de croisière détruits en vol par la chasse française, mais le symbole politique est là. « Pour nous, ça a été un tremblement de terre », entend-on en Israël. Ce soutien international direct avait commencé (mais sans la France) dès le 19 octobre 2023 avec l’interception par les Américains, les Britanniques et les Saoudiens de missiles tirés sur Israël par les Houthis du Yémen, alliés de l’Iran.

Pour mesurer l’impact de cette nouvelle donne, il faut se plonger dans la psyché israélienne qui imprègne les milieux sécuritaires de l’Etat. Selon la tradition, les Juifs sont « un peuple qui demeure seul » (« Am Levado Ishkon »). C’est ainsi que, malgré l’importance de l’aide américaine, les Israéliens ont toujours compter uniquement sur eux-mêmes pour leur sécurité, refusant les accords de défense trop contraignants afin de conserver une totale liberté d’action. Désormais, l’idée d’une « coalition » contre l’Iran – et donc pour la défense d’Israël – fait son chemin, même si les réflexions avaient débuté auparavant, comme le révélait l’Opinion en 2022.

**Puissance technologique.** La guerre à Gaza masque, pour l’instant, cette évolution en profondeur de la posture israélienne. Vu de Jérusalem, la menace principale n’est pas le Hamas mais l’Iran. « C’est 100% de nos préoccupations stratégiques » dit-on. Or, face à l’Iran, Israël ne manque pas d’alliés arabes et occidentaux. Dont la France, au premier rang. « Concernant l’Iran, on est d’accord sur tout », assurent les Israéliens, sans être démenti côté français. Sur les trois niveaux de coordination possibles face à une menace (renseignement brut, analyse des intentions et réponses à apporter), l’accord semble total entre Tel Aviv et Paris, ce qui n’est pas le cas avec Washington, sur le dernier point. Depuis 2003, avec les révélations sur le programme nucléaire iranien, la France a toujours été sur une position très ferme face à Téhéran, au nom de son engagement pour la non-prolifération des armes de destruction massive. C’est également le cas pour le programme de missiles balistiques de la République islamique, comme pour son rôle jugé « déstabilisateur » au Moyen-Orient. La coopération entre Israël et la France s’est renforcée après 2018, avec la saisie par le Mossad des archives nucléaires de l’Iran. Les échanges de renseignement entre les deux pays sont intenses et les visites de responsables se multiplient.

En 2021, la relation entre Paris et Tel Aviv avait été assombrie par l’affaire Pegasus. La firme israélienne NSO avait exporté son logiciel d’espionnage des téléphones et celui d’Emmanuel Macron aurait été « branché » par les services du Maroc. Les choses sont rentrées dans l’ordre depuis lors, Israël ayant notamment renforcé ses procédures de contrôle des exportations dans le domaine cyber.

« Sans précédent » sur le plan de la « diplomatie de défense », la coopération militaire de la France avec Israël reste toutefois très en deça de ce qu’elle était dans les années 1950-1960, lorsque la France était son premier fournis-



SIPA PRESS

**Emmanuel Macron et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, en 2023.**

seur d’armes et l’aidait à développer son programme nucléaire. Israël espère « retrouver avec la France le niveau des années soixante dans l’industrie » de défense, en particulier dans le domaine de la défense aérienne et antimissile. Ce ne sera pas simple, car, depuis, Israël est devenu une puissance technologique de premier plan qui contrarie la volonté française d’une plus grande « souveraineté européenne ». On le voit avec les tensions entre la France et l’Allemagne sur l’acquisition par Berlin du système antimissile israélien Arrow.

La guerre à Gaza n’a pas remis en cause cette coopération stratégique. Il existe pourtant des désaccords importants entre les deux pays sur la question palestinienne. La France demande ainsi un cessez-le-feu immédiat, le retour de l’Autorité palestinienne à Gaza et continue de défendre la solution des deux Etats. Elle assortit toutefois ses exigences de précisions qui conviennent plutôt aux Israéliens : cessez-le-feu mais « libération

**« Certes, la France a une tradition d’antisémitisme, mais elle a aussi une forte tradition de lutte contre l’antisémitisme »**

immédiate de tous les otages » ; souhait d’une Autorité palestinienne « réformée ou renouvelée » ; pas de décision unilatérale « pour des raisons de feel-good » (se faire plaisir) sur la reconnaissance de la Palestine, mais recherche d’une « convergence euro-arabe » qui pourrait apporter « davantage de sécurité à Israël » entend-on à Paris. Quels que soient les efforts de l’Elysée, la France n’est pas l’acteur principal de ce dossier et les Israéliens ne l’ignorent pas. Ils constatent que les condamnations répétées de la colonisation en Cisjordanie restent sans effet pratique.

De même se réjouissent-ils que la France, marquée par les attentats de 2015, les soutient dans la lutte contre le terrorisme islamique du Hamas. Plus de quarante citoyens franco-israéliens ont été tués lors de l’attaque du 7 octobre ou au cours de leur détention à Gaza. Deux Français restent otages du Hamas. Pour rappel, environ 300 000 Français vivent en Israël, la plupart bénéficiant de la double nationalité. La communauté juive française (environ 450 000 personnes) est la première d’Europe : c’est un sujet essentiel pour Israël, avec la résurgence de l’antisémitisme sous une forme nouvelle souvent qualifiée d’« islamo-gauchiste ». « Certes, la France a une tradition d’antisémitisme, mais elle a aussi une forte tradition de lutte contre l’antisémitisme » fait-on valoir en Israël, où l’on se réjouit des efforts des autorités françaises et des sentiments majoritaires de l’opinion publique.

Le Liban est un autre sujet entre les deux pays. L’opinion publique israélienne pousse son gouvernement à régler militairement le problème du Hezbollah : plusieurs dizaines de milliers d’Israéliens ont dû quitter leur domicile le long de la frontière avec le Liban, par crainte d’une réédition de l’attaque du 7 octobre. Pour l’instant, ni le Hezbollah, ni le gouvernement n’ont choisi d’entrer dans une guerre totale sur ce front, préférant s’en tenir à une posture de dissuasion et un conflit de plus faible intensité. La France et les Etats-Unis ne ménagent pas leurs efforts pour éviter l’embrasement et les autorités israéliennes apprécient le rôle des Français au sein des casques bleus de la Finul (Sud-Liban).

@jdomerchet

# Think again

## L’envie d’entreprendre résiste au marasme politique

**La chronique de Eric Le Boucher**



JEAN-FRANÇOIS PAGA

La question est fondamentale pour l’avenir du pays. Est-ce que le bel esprit d’entreprendre qui a éclos en France depuis une dizaine d’années va s’évaporer ? Les jeunes qui se lancent, les scientifiques qui osent créer des start-up, les diplômés qui montent une affaire et tous les autres qui abandonnent le confort du salariat pour partir seul ou à quelques-uns, toute cette génération d’entrepreneurs va-t-elle renoncer ?

Dans ce pays, la politique est depuis toujours plus noble et plus « forte » que l’économie. Les rois puis les Républiques ont, comme en Chine, étouffé le pouvoir de la bourgeoisie entreprenante qui a dû, ou qui a choisi, de vivre cachée pour éviter le fisc, les lois de spoliation, les faits du prince. L’Église catholique a plombé le tout pour rendre malsain le rapport à l’argent et à la richesse. Et quand nos protestants ont eu des conceptions réconciliées, le roi les a mis dehors, infligeant une perte de talents pour des siècles.

Il ne fut qu’une seule Belle Époque, la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, au cours de laquelle le retard industriel a été rattrapé sur la Grande-Bretagne. Des fortunes immenses se sont créées, certaines durent encore. La France a refait ses villes et a couvert ses campagnes de châteaux. Napoléon III, qui vécut outre-Manche, a su importer l’esprit d’entreprendre qui a toujours manqué. Auteur de *L’extinction du paupérisme*, il le fit avec un souci social pour sortir la population des villes de la misère mais aussi parce qu’il y voyait la racine de la « sédition ».

**Révolution entrepreneuriale.** Depuis un peu plus de dix ans, sur un même substrat d’une révolution des techniques, industrielles hier, numériques et génétiques aujourd’hui, s’est levée l’ambition de réussir, de prendre un risque, de s’enrichir. Certains ministres, voulant encourager le mouvement, ont simplifié les démarches nécessaires pour créer une entreprise, d’autres ont abaissé la fiscalité. Beaucoup d’élus locaux ont offert, ici des terrains, là des aides. Le secteur financier traditionnellement frileux a ouvert ses caisses réservées aux emprunts de l’État, de nouveaux acteurs inspirés

**« La France fait mieux que ses rivaux européens, Allemagne et Grande-Bretagne, pour attirer les investisseurs, trente-trois “licornes” ont émergé, l’argent ne manque pas, les projets sont là, les emplois aussi. Ce monde-là bouillonne d’optimisme »**

des Anglo-saxons ont monté des fonds, le tout a permis de découpler les sommes disponibles. Les universités et les centres de recherche qui hier se pinçaient le nez devant le secteur privé, ont poussé leurs étudiants et leurs chercheurs à tenter leur chance. Le président Hollande a mis ensemble des organismes trop séparés pour créer une Banque publique d’investissement (BPI) qui, grâce à une direction experte et imaginative, est devenue l’acteur central de la révolution entrepreneuriale.

Le résultat est une réussite au-delà de toutes les attentes : la France fait mieux que ses rivaux européens, Allemagne et Grande-Bretagne, pour attirer les investisseurs, trente-trois « licornes » ont émergé, l’argent ne manque pas, les projets sont là, les emplois aussi. Ce monde-là bouillonne d’optimisme.

Mais le bébé avait-il assez grandi pour résister à la crise politique ? Le danger était immense. Toute la France n’est pas convertie à l’entreprise, à commencer par la classe politique et l’intelligentsia. Les discours et les élections récentes démontrent la survivance des sentiments d’ignorance, d’envie et de haine, contre l’argent et la réussite. Le fond d’égalitarisme ramène les fourches, la France ne doit pas être « une start-up nation », il faut « éliminer les milliardaires ». Et ces messages sont bien reçus dans un pays où la culture de lutte des classes ressurgit à toute occasion, elle n’a jamais disparu. Les inégalités du capitalisme financiarisé sont en France très amorties par les impôts mais qu’importe, Emmanuel Macron en aidant le mouvement, s’est vu coller au front l’étiquette de « président des riches », il n’a jamais su la détacher. Le retour du discours anti-économique a emporté une large majorité à l’Assemblée nationale. Les projets sur le Smic, les retraites et les impôts ont soufflé un vent glacial sur l’entrepreneuriat. Pendant l’été, les stylos de signatures sont restés levés, les bulldozers des nouveaux projets ont éteint leurs moteurs et le bel esprit a tremblé.

**Effet Barnier.** Mais il a résisté. Sans doute la nomination de Michel Barnier y est-elle pour beaucoup, le business en France est entre des mains de confiance. Le Premier ministre dit reprendre les dossiers des salaires ou des retraites pour montrer son ouverture politique, très bien, mais il ne

**« Le changement du regard sur le travail salarié, la difficulté des grandes entreprises à offrir des carrières à tout le monde, l’époque individualiste et la mise en spectacle des talents et de la réussite laissent penser que les entrepreneurs ne sont pas prêts à renoncer »**

changera pas « la politique de l’offre » dont la France a encore très besoin. Mais il n’y a pas que l’effet Barnier. Tout porte à croire que l’envie d’entreprendre s’est solidement ancrée dans le sol français. Le changement du regard sur le travail salarié, la difficulté des grandes entreprises à offrir des carrières à tout le monde comme autrefois, plus profondément l’époque individualiste et la mise en spectacle des talents et de la réussite, sur un terrain de sport, une salle de marché, au labo comme à l’atelier, laissent penser que les entrepreneurs ne sont pas prêts à renoncer, qu’ils n’imaginent pas devoir s’exporter, qu’ils vont s’accrocher et le faire savoir.

La classe entrepreneuriale est devenue nombreuse, elle a des moyens. On est entré dans une phase où cela risque de mal se passer si la politique se prétend encore assez forte pour ruiner l’économie. Un édit de Nantes version LFI rencontrerait une opposition dont la forme reste à déterminer mais qui serait vive. La France se trouve dans un état étrange où les voix politiques et médiatiques qui veulent l’entraîner vers le passé revendicatif restent les plus fortes mais où l’individualisme, l’évolution des comportements, l’attrait de l’argent font dire que ce passé pessimiste n’a pas gagné la bataille.

La crise politique et la géopolitique font des dégâts macroéconomiques certains. Le protectionnisme revient, le commerce mondial se redessine, le marché chinois se ferme, la croissance mondiale est atteinte. Mais, curieusement, elle aussi résiste, la récession annoncée a été évitée, comme si les forces économiques étaient nationalement et internationalement plus puissantes qu’on l’imagine. Ce qui est vrai en France est mondial. Ce changement d’époque est une bonne nouvelle.

@EricLeBoucher

**Retrouvez toutes nos chroniques sur lopinion.fr**



# La fabrique de l'Opinion

L'invité du 8 Bellini

Olivier Lluansi

« Nous sommes à la veille d'une bifurcation de nos politiques industrielles. C'est le chantier de deux décennies, d'une génération »

On ne réindustrialise pas seulement pour réindustrialiser et ainsi accroître la création de richesse dans le Produit Intérieur Brut (PIB). Aujourd'hui, réussir notre réindustrialisation, c'est réduire nos dépendances qu'une vision trop centrée sur les gains économiques du libre-échange a occultées. C'est aussi consolider une cohésion territoriale mise à mal par des décennies de tertiarisation de notre économie qui ont favorisé les métropoles. C'est encore réduire notre empreinte environnementale, qu'une croissance sans discernement a poussée hors limite. C'est tout cela que nous dénommons notre « renaissance industrielle ».

Si nous nous mobilisons, nous pouvons atteindre une part manufacturière de 12% à 13% de notre création de richesse et retrouver une balance commerciale industrielle équilibrée en 2035, là où aujourd'hui nous subissons un déficit de 60 milliards d'euros par an.

Cela fixe une ambition. Cela veut dire passer de + 20 000 emplois industriels par an (2017-2022) à environ + 60 000 par an, dont une large majorité irait dans les territoires, afin d'assurer la cohésion de notre pays. C'est une belle accélération, avec l'objectif intermédiaire de 3,4 millions d'emplois industriels en 2027 qui en découle.

**Déconnexion.** Pour y parvenir, nous devons d'abord « remettre à l'endroit ce que quarante ans de désindustrialisation ont mis à l'envers », c'est-à-dire changer la perception que nous avons collectivement de l'industrie. C'est comme si son image s'était figée au moment traumatique des fermetures d'usines, tant et si bien qu'elle est désormais déconnectée de la réalité. Ainsi c'est un chantier de communication, mais pas seulement.

La « famille de l'industrie » doit s'interroger. Elle doit travailler sur l'esthétique de ses sites, sur la sécurité de son environnement de travail, sur son organisation et son management de proximité qui ne répondent plus aux attentes des jeunes générations, et ainsi rendre ses métiers à nouveau attractifs.

Pour mieux coller à sa réalité d'aujourd'hui, cette « nouvelle industrie » mérite aussi une nouvelle définition. Ceux qui dessinent nos usines, ceux qui conçoivent les nouveaux produits et beaucoup d'autres qui les vendent, qui les réparent ou les démontent, etc., doivent être intégrés au sein de l'industrie. Cela permettra de la faire sortir de son « ornière historique » liée à sa mécanisation du XIX<sup>e</sup> siècle et au travail, ainsi qu'à l'usage massif d'énergies fossiles (charbon, pétrole notamment) qui en a découlé.

Pour parvenir à cet objectif d'une balance commerciale industrielle équilibrée à l'horizon 2035, nous devons aussi mieux mobiliser nos atouts. Pour cela nous devons accélérer huit initiatives interministérielles à court terme, connues et parfois déjà engagées, indépendantes des politiques européennes : promotion du Made in France, ancrage territorial, formation, foncier, financement, compétitivité, adaptabilité administrative et naturellement, image de l'industrie, lesquelles sont autant de signaux destinés à encourager les industriels à agir et investir d'ici 2027.

Ces initiatives doivent être conduites en « mode projet », agile et réactif, à l'image de la mise en place de Territoires d'industrie en 2019, avec des impacts perceptibles en un à deux ans. Leur coordination, interministérielle, pourrait s'opérer de manière plus efficace sous l'égide du

ministère de l'Industrie, ou d'un Secrétariat général, à l'image de celui relatif à la planification écologique, ou encore en devenant l'une des missions centrales d'un Commissariat général du Plan dans la continuité de son rôle d'après-guerre.

Ces initiatives sont naturellement complétées par la proposition de chantiers à moyen terme, dont la durée et la mise en œuvre enjamberont les échéances de 2027 et dont la finalité est de consolider les effets attendus sur la trajectoire souhaitée. Souvent, ces initiatives sont complémentaires des politiques actuelles.

**Epargne.** La mobilisation du potentiel des territoires est complémentaire de l'activation des filières de haute technologie ou d'innovation de rupture. La mobilisation de notre épargne pour financer le renouveau de notre tissu industriel (2 à 3 % de celle-ci suffiront) trouve sa place entre le mixte de produits financiers à haut et rapide rendement et de bons d'Etat que nous privilégions actuellement.

Toutefois, « gouverner c'est choisir » et tout n'est pas conciliable. Nous devons choisir pour nos achats, publics ou privés, entre soutenir notre tissu industriel avec le Made in France ou bien acheter « pas cher et pas durable » ou « pas cher et pas souverain ». Nous devons également choisir, pour notre foncier, entre une gestion locale au nom de la diversité de nos territoires ou bien des règles indifférenciées pour ne pas dire l'aveuglement administratif ordonné par le haut. Nous devons aussi choisir entre instaurer des rapports de force pour soutenir notre industrie, essentielle au financement de notre modèle social, ou bien être seulement « le bon élève » de l'Europe. Car des rapports de force seront nécessaires.

Notre industrie, française comme européenne, souffre d'un déficit majeur de compétitivité. Non de son fait, mais de celui d'une compé-

« Pour retrouver une compétition "à la loyale", tout en assumant nos valeurs, nous devons réintroduire des règles justes dans le commerce international. Hélas, il n'existe pas une règle ou un mécanisme qui serait la solution à toutes les situations »



YVES FORESTIER

tion déloyale avec les autres puissances-contingents, Amérique du Nord ou Asie. Résoudre cette situation par la seule réduction des coûts conduirait à renoncer à notre modèle social ou à nos ambitions environnementales ou aux deux. Cela n'est pas acceptable.

Pour retrouver une compétition « à la loyale », tout en assumant nos valeurs, nous devons réintroduire des règles justes dans le commerce international. Hélas, il n'existe pas une règle ou un mécanisme qui serait la solution à toutes les situations. Par exemple, la taxe carbone aux frontières ou l'obligation de vigilance ne résolvent pas tout, et au contraire elles créent leur propre complexité.

**« Nouvelle grammaire ».** Aussi il nous faudra nous pencher sur nos productions essentielles, celles que nous jugeons nécessaires pour traverser les crises des décennies à venir. Et pour chacune d'elles, nous devons trouver les conditions d'une « compétition loyale » en conformité avec nos valeurs : exigence de souveraineté, ambition d'économie circulaire, partage de la valeur économique (taxes, aides, bonus carbone, etc.).

Parmi ces conditions d'une compétition loyale, la circularité des productions est sans doute le champ d'investissement le plus prometteur. En effet, elle permet d'exorciser la peur de la décroissance qui serait la conséquence de la réduction de notre empreinte environnementale. Elle permet aussi de résoudre un dilemme fondamental, celui du pouvoir d'achat : « pas cher, pas durable » ou « pas cher, pas souverain ». Dans ce face-à-face qui semble insoluble, elle introduit une autre dimension par la durabilité, le ré-usage, l'économie fonctionnelle, etc. Elle ouvre ainsi des possibles, permettant une croissance économique tout en réduisant notre empreinte environnementale.

Tout cela constitue un aggiornamento profond et une « nouvelle grammaire » pour nos politiques industrielles. La diversité des territoires, des écosystèmes et des productions est telle qu'il s'agira de prendre des décisions de microéconomie, catégorie de produits par catégorie de produits, alors que nous avons rêvé, pendant des décennies, de réguler le monde par la macroéconomie et le commerce international ouvert.

Oui, nous sommes à la veille d'une bifurcation. C'est le chantier de deux décennies, d'une génération. Alors, sur ce long chemin, n'oublions jamais que ces décisions restent des moyens et non la finalité. N'oublions jamais que cette finalité est triple : permettre de mieux vivre en France, dans tous les territoires ; retrouver la cohérence de nos valeurs, car en délocalisant nos productions nous avons aussi délocalisé nos pollutions et fermé les yeux sur des conditions sociales innovables ; enfin, maîtriser notre destin collectif qui nous a échappé, afin que nos enfants puissent décider du leur.

Olivier Lluansi



## Réindustrialisation

Olivier Lluansi a débuté sa carrière à la Commission européenne, avant de travailler au Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Il a ensuite rejoint Saint-Gobain dont il a supervisé les activités en Europe centrale et orientale. Il a également été conseiller industrie et énergie à la présidence de la République puis il a mis en place l'initiative Territoires d'industrie, lancée par le Premier ministre en 2018. Il enseigne à l'École des Mines de Paris et participe à plusieurs think tanks. Auteur en mai 2023 de *Les néo-industriels. L'avènement de notre renaissance industrielle* (éditions Les Déviations), il publie en septembre 2024 *Réindustrialiser, le défi d'une génération*, (Les Déviations).

## Europa Tranquille ou non, la démocratie est un long fleuve

La chronique de Valérie Hayer



C'est sans doute l'image qu'en ont les Français. Un long, parfois très long fleuve. Notre culture politique traditionnelle est celle de la polarité, de la logique institutionnelle entre une majorité et une opposition. Il en va autrement dans de nombreuses démocraties parlementaires européennes. N'ayons pas peur du temps long - à la condition que le pays y gagne. La France vaut bien cette prouesse.

Car ces dernières semaines ont mis en lumière l'urgence pour certains partis politiques d'intégrer les réflexes de la culture du compromis. En l'absence d'un sens éprouvé des responsabilités, à force d'avancer des lignes rouges plutôt que des mains tendues, les choses s'attardent toujours. Les principaux concernés auront compris - je l'espère - cette leçon politique du travail commun et des manches relevées.

A une époque où une actualité chasse l'autre au quart d'heure près, l'exercice politique gagne à se fonder sur la solidité plutôt que l'empressement. Nos voisins européens témoigneront aisément de la longueur des discussions pour former un gouvernement. Il est temps d'ancrer cette culture du compromis dans notre société politique. Aujourd'hui, les Français comptent plus que jamais sur leurs élus. Et nous gagnerions à nous inspirer des pratiques de coopération politique qui ont cours ailleurs sur notre continent.

**Valeurs.** L'Europe en est un solide exemple. Les élections européennes ont eu lieu le 9 juin ; le prochain collège de commissaires n'est pas encore en place. Depuis la réélection d'Ursula von der Leyen, en juillet, les pays membres se sont prononcés sur les candidats qu'ils souhaitent envoyer à Bruxelles. Nous entrons dans une phase très intéressante, et c'est au Parlement européen qu'elle se joue.

Car les candidats aux différents portefeuilles exécutifs passent tous sur le gril du Parlement de Strasbourg. Ces auditions offrent aux députés européens l'opportunité d'accepter ou de rejeter tel ou tel candidat. Les critères ? La solidité éthique, la compétence juridique, l'équilibre géographique et genré des attributions, ou encore la concordance des candidats avec les valeurs européennes.

En cette période de défiance politique, les institutions européennes sont parfois prises pour cible. Mais il est bon de souligner que l'exécutif européen ne sera en charge de l'Union qu'à la condition d'avoir convaincu une majorité du Parlement. Pas un seul candidat n'accèdera au collège des commissaires, le lointain équivalent européen de notre gouvernement, sans l'accord des élus du peuple. Ce qui conduit le Parlement européen à exercer un double rôle de responsabilité collective et d'exigence institutionnelle.

Oui, notre démocratie européenne est bien vivace en cette rentrée politique. De quoi inspirer nos pratiques nationales ?

@ValerieHayer

Valérie Hayer est présidente du groupe Renew au Parlement européen.

SIPA PRESS

**l'Opinion** BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - [www.lopinion.fr](http://www.lopinion.fr) - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication** : Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef** : Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints** : Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Fabrice Gliszczynski et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce** : Cécile Colomb. **Publicité commerciale** : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière** : Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION** : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : [abonnements@lopinion.fr](mailto:abonnements@lopinion.fr). Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSIION** : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier



7H-9H  
**EUROPE 1 MATIN**  
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h49 pour sa chronique *Voyage en absurdité*



**Pour tout achat d'un vélo mécanique ou électrique, nous proposons le **Crédit Vélo 0% TAEG fixe**. C'est ça être une entreprise à mission.**

Retrouvez tous nos engagements sur **cic.fr/engagements**

Exemple : pour un “Crédit Vélo”<sup>[1]</sup> d'un montant de 2 500 € et d'une durée de 36 mois, vous remboursez 35 mensualités de **69,45 €** et une dernière de **69,25 €**. **Taux annuel effectif global (TAEG) fixe de 0%** (taux débiteur fixe : 0%)<sup>[2]</sup>. **Montant total dû par l'emprunteur : 2 500 €**. Pas de frais de dossier. Le montant des mensualités indiquées ci-dessus ne comprend pas l'assurance facultative proposée habituellement : assurance Décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie et Incapacité de Travail et Invalidité Permanente calculée sur le capital restant dû, avec un montant de 1<sup>re</sup> cotisation mensuelle de 2,91 €, un montant total sur la durée du crédit de 53,79 € et un taux annuel effectif de l'assurance [TAEA] de 1,40%.

OFFRE DE CRÉDIT AFFECTÉ SOUMISE À CONDITIONS, jusqu'à 6 000 euros et valable jusqu'au 31/12/2024. Pour les particuliers, après étude et sous réserve d'acceptation de votre dossier par l'Agence CIC. Après expiration du délai légal de rétractation de 14 jours à compter de la signature du contrat et du délai légal de mise à disposition des fonds. Voir conditions détaillées en Agence CIC et sur [www.cic.fr](http://www.cic.fr).



# Construisons pour que le monde bouge.



# Déclin de l'Allemagne et de Volkswagen, mêmes causes, mêmes effets

Volkswagen traverse sa crise la plus grave depuis des années. Il en va de même pour l'Allemagne. Et cela est tout sauf une coïncidence.

Si les déboires du constructeur automobile mettent en lumière des ratés, ils montrent aussi que le modèle économique allemand a du mal à s'adapter à un monde en mutation. Pour surmonter ces difficultés, il faudra des changements à la fois pour le constructeur automobile et pour la troisième économie mondiale.

« Les problèmes de VW reflètent dans une certaine mesure ceux de l'économie allemande, et vice-versa », résume Moritz Schularick, président de l'Institut de Kiel pour l'économie mondiale, un groupe de réflexion indépendant. « La résistance au changement menace tous les deux. »

En raison de la faiblesse des ventes, de l'intensification de la concurrence étrangère et d'une stratégie coûteuse en matière de véhicules électriques qui n'a pas séduit les acheteurs, les actions VW se négocient à leur niveau le plus bas depuis quatorze ans. Mardi, le groupe a rompu un accord vieux de trente ans qui avait été conclu pour éviter les licenciements secs au sein de la marque VW, ouvrant ainsi la voie à une bataille avec les travailleurs au moment où l'entreprise cherche à se redimensionner pour faire baisser ses coûts.

Parallèlement, l'économie allemande stagne. Son PIB, quasi stable depuis 2019, s'est contracté de 0,3% l'année dernière et certains économistes s'attendent à ce que ce soit à nouveau le cas cette année.

VW est le premier employeur d'Allemagne et la construction automobile est l'industrie phare du pays, représentant 5 % du PIB, selon plusieurs estimations.



SIPA PRESS

**Volkswagen est le premier employeur d'Allemagne, pays où la construction automobile représente 5% du PIB, selon plusieurs estimations.**

« VW est à l'Allemagne ce que Nokia était à la Finlande ou Samsung à la Corée du Sud... Il existe un scénario dans lequel ce secteur va se contracter de manière significative et remplacer ces emplois par d'autres tout aussi bien rémunérés ne sera pas une mince affaire », prévient Dirk Schuma-

cher, économiste pour l'Europe chez Natixis. Pour les économistes et les analystes, le malaise économique de l'Allemagne et la crise de VW ont des racines communes, à savoir une forte dépendance à l'égard de la Chine, des coûts élevés et une érosion de l'avance technologique.

## Une dépendance excessive à l'égard de la Chine

L'industrie manufacturière représente un cinquième du PIB de l'Allemagne, soit environ deux fois plus qu'aux États-Unis, et se concentre sur les biens d'équi-

pement et les voitures. Pendant des années, ce secteur s'est adapté à la mondialisation. Les entreprises allemandes construisaient des usines dans les marchés émergents, creusaient les tunnels du métro chinois et fabriquaient des véhicules pour les nouvelles classes moyennes.

Alors que le Midwest américain était ravagé par la désindustrialisation, la base industrielle de l'Allemagne, elle, se développait. VW a été l'illustration parfaite de ce boom. Il y a dix ans, l'entreprise enregistrait un bénéfice d'ex-

*Lire ALLEMAGNE en page II*

## L'ascension et la chute d'Enviva, superstar de l'énergie verte

Quand Enviva a posé la première pierre de la plus grande usine à granulés de bois au monde, à Epes, dans l'Alabama, son carnet de commandes dépassait les

20 milliards de dollars. L'entreprise devait fournir aux centrales électriques une alternative au charbon; son cours de Bourse frôlait ses records historiques.



SIPA PRESS

**L'entreprise américaine Enviva a connu un immense succès grâce au granulé de bois avant de faire un pari désastreux qui l'a conduit à la faillite.**

Deux ans plus tard, le site est toujours en construction. Et Enviva, en faillite.

Ce n'est pas la demande qui a poussé le groupe dans l'abîme : en Europe et en Asie, les subventions en faveur des énergies renouvelables incitent les producteurs d'électricité à brûler du bois plutôt que des énergies fossiles. Les exportations de granulés américaines devraient, cette année, battre le record établi l'an passé.

Le problème d'Enviva, c'est que le groupe a promis à ses clients plus de granulés qu'il ne pouvait en produire, à un prix inférieur à ce que la production lui coûtait. Et pour tenter quand même de tenir ses promesses, il a fait un ultime pari désastreux.

Résultat : une dette de 350 millions vis-à-vis d'un producteur d'électricité allemand (l'un de ses meilleurs clients) a obligé Enviva à se déclarer en faillite en mars pour pouvoir

apurer ses finances et tenter de renégocier des contrats qui ne lui permettent pas de gagner d'argent.

L'effondrement d'Enviva a ébranlé une partie des grands investisseurs américains spécialisés dans les énergies propres et vient s'ajouter à la liste des déceptions suscitées par la démarche ESG, qui a levé des milliers de milliards de dollars en promettant de soigner les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance des placements. Certaines entreprises – des start-up qui se sont lancées dans les véhicules électriques notamment – ont fait faillite, tandis que la remontée des taux d'intérêt a fragilisé des activités à la technologie pourtant éprouvée, comme l'énergie solaire.

Pour les granulés, le doute est venu des scientifiques et des écologistes, qui s'interrogent sur

*Lire ENVIVA en page II*

## En Chine, les Occidentaux font marche arrière

PÉKIN – De nombreuses entreprises internationales rétrogradent la Chine dans la liste de leurs destinations d'investissements et consolident leurs opérations dans le pays, en mettant en avant un ralentissement de la croissance et des profits en baisse.

Cette morosité des investissements a été au cœur de deux rapports publiés cette semaine par la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine et par la Chambre de commerce américaine à Shanghai.

« Faire des affaires en Chine est beaucoup plus risqué depuis quelques années, alors que dans le même temps, le marché a ralenti », explique Eric Zheng, président du groupe américain. Un sondage réalisé par la Chambre de commerce américaine révèle que le pourcentage de personnes interrogées à mettre la Chine en

tête des destinations d'investissements de leurs sièges est au plus bas depuis que ce sondage annuel existe, c'est-à-dire 25 ans.

Et la Chine l'a remarqué. En août, le conseil municipal de Shanghai a annoncé que l'un de ses défis économiques les plus pressants était d'éviter la « chaîne du fruit », une référence à l'initiative d'Apple de délocaliser la production de certains produits électroniques vers des pays comme l'Inde et le Vietnam.

Ces décisions sont motivées par un affaïssissement économique prolongé, une intensification de la concurrence au niveau local, les tensions géopolitiques et l'émergence de destinations industrielles alternatives en Asie. Les chambres de commerce affirment que les marges de profit en

*Lire CHINE en page II*



## ALLEMAGNE

Suite de la page 1

ploitation de 5,2 milliards d'euros provenant de ses coentreprises chinoises, sans compter les revenus tirés des licences de marque, des ventes de pièces détachées ou des exportations de modèles haut de gamme à partir de l'Allemagne.

La Covid-19, les événements géopolitiques et la maturation de l'économie chinoise ont changé la donne. Avec l'augmentation des droits de douane et l'instauration d'autres barrières commerciales dans le monde entier, les exportations allemandes ont commencé à chuter. La Chine étant devenue le premier partenaire commercial de l'Allemagne à partir de 2015, le ralentissement de la croissance

compétitifs, moins chers et plus rapides », souligne Ulrich Ackermann, responsable du commerce extérieur au sein de VDMA, une fédération allemande de l'industrie de l'ingénierie mécanique.

En 2020, la Chine a dépassé l'Allemagne en tant que premier exportateur de machines-outils, selon les statistiques du commerce allemand. Aujourd'hui, elle produit plus de machines industrielles que les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon réunis.

### Coûts élevés en Allemagne

Reste que tout n'est pas la faute de la Chine. L'ampleur, le coût et la rigidité des activités de VW en Allemagne signifient que l'entreprise dispose de marges bénéficiaires plus faibles que ses rivaux, même si le groupe possède un portefeuille de marques de luxe rentables telles qu'Audi et Porsche. Cela rend l'entreprise vulnérable aux défis macroéconomiques ou sectoriels. La timide reprise des ventes de voitures en Europe après la crise sanitaire, qui n'est plus masquée par le cash-flow généré en Chine, n'en est que le dernier exemple en date.

Entre janvier et juillet de cette année, le nombre de véhicules immatriculés dans la zone euro et au Royaume-Uni – des marchés clés pour la marque VW – a diminué d'environ 17% par rapport à 2019. Pour justifier sa volonté de procéder à des licenciements secs, la direction a expliqué que la division avait perdu l'équivalent de deux usines de production.

Alors que les constructeurs européens Stellantis et Renault ont réduit leurs effectifs ces dernières années, ceux de VW ont légèrement augmenté.

VW éprouve des difficultés à licencier des travailleurs en raison de sa gouvernance inhabituelle. Le land de Basse-Saxe détient 20% des actions avec droit de vote de l'entreprise, tandis qu'une « loi Volkswagen » spéciale fixe des règles strictes pour toute modification importante de ses activités.

« Il ressemble davantage à une entreprise publique qu'à une entreprise privée », déclare Ferdinand Dudenhöffer, directeur du Centre allemand de recherche sur



DIANA ZEYNEB ALHINDAWI FOR WSJ

**Des employés de Volkswagen manifestent contre les mesures d'austérité annoncées par la direction du groupe, à Wolfsburg, le 4 septembre.**

l'automobile. Le penchant opérationnel de Volkswagen pour son territoire d'origine, où les coûts sont élevés, est inhabituel. L'Allemagne représentait 57% de ses actifs et 44% de ses employés en 2023, mais seulement 19% de ses revenus. Chez Toyota, le plus proche rival de VW en termes d'échelle, le Japon représentait 23% des revenus, 27% des actifs et 18% des employés au cours de l'année écoulée jusqu'en mars.

Après des années de modération salariale qui ont stimulé sa compétitivité au début du millénaire, l'Allemagne est brièvement devenue le premier exportateur mondial de marchandises. Mais cette position dominante n'est plus d'actualité. La main-d'œuvre allemande est désormais l'une des plus chères de l'Occident et sa productivité est restée stable depuis 2019.

En Allemagne, premier constructeur automobile d'Europe, un travailleur du secteur coûtait environ 62 euros de l'heure l'année dernière, contre 29 euros en Espagne, qui occupe la deuxième place, selon une analyse de l'Association allemande de l'industrie automobile.

La guerre en Ukraine et la décision de Berlin de renoncer à l'énergie nucléaire ont aussi lourdement pesé sur la facture énergétique de l'Allemagne. Le gaz naturel est trois à cinq fois plus cher qu'en Chine et aux Etats-Unis et le prix de l'électricité est 60 à 75% plus élevé qu'avant la pandémie, selon la Fédération de l'industrie allemande (BDI).

« L'industrie allemande est légèrement plus énergivore que la moyenne et le pays dépend davantage de la production industrielle, de sorte que la hausse des coûts de l'énergie a un impact important », précise Clemens Fuest, président de l'institut économique IFO de Munich.

Thyssenkrupp constitue un bon exemple de l'interdépendance des problèmes en Allemagne. Le sidérurgiste a été affecté à la fois par la faible demande des constructeurs automobiles et par la chute des prix de l'acier en raison des exportations chinoises. Parallèlement, un projet visant à remplacer le charbon par de l'hydrogène vert fait grimper les dépenses d'investissement et menace d'augmenter encore les prix de production.

### Perdant de la course à la technologie

VW surpasse ses pairs et toutes les autres entreprises européennes en matière de recherche et de développement. Les analystes s'attendent à ce que le groupe dépense l'équivalent de près de 19 milliards de dollars en R&D cette année, soit plus du double de Toyota. Pourtant, il n'a pas montré grand-chose ces derniers temps.

Les décennies d'excellence de VW dans le domaine des moteurs à combustion n'ont pas été d'un grand secours pour le développement des véhicules électriques, dont les performances dépendent en grande partie des batteries et des logiciels. Ces technologies étant dominées par Tesla et la Chine, le groupe Volkswagen a du mal à se faire une place.

« Il y a dix ans, la Golf jouissait d'une belle notoriété par rapport à tous ses concurrents, mais je ne suis pas sûr qu'il en soit de même pour leurs véhicules électriques. Ils ont perdu un peu de leur superbe », observe Mike Tyndall, analyste chez HSBC. Certains fabricants allemands proposent des

produits de pointe, notamment des lasers sophistiqués et des systèmes optiques avancés, que peu de concurrents étrangers peuvent égaler. Mais beaucoup d'autres ont lutté pour conserver leur avance technologique.

Malgré sa tradition d'ingénierie et ses instituts de recherche, l'Allemagne ne dispose pas d'un secteur technologique important. SAP, la seule société de logiciels de l'indice DAX-40, a été créée en 1972. Les données de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle montrent que le nombre de brevets déposés par des entités allemandes a baissé chaque année depuis 2018, sauf en 2023. Les investissements des entreprises dans le pays ont chuté de 5% l'année dernière, selon l'Institut Kiel pour l'économie mondiale, de nombreuses sociétés se concentrant sur des marchés à croissance plus rapide.

Les dépenses de R&D en Allemagne s'élèvent à environ 3% du PIB, soit plus que la moyenne européenne, rappelle M. Fuest. « Le problème est qu'une grande partie de ces investissements est concentrée dans le secteur automobile », dit-il.

Si la Chine a exploité le savoir-faire industriel allemand pendant des décennies, les transferts de technologie se font désormais dans l'autre sens. Selon un lobbyiste de l'industrie allemande basé en Chine, plusieurs entreprises germaniques construisent des capacités de recherche et de développement dans ce pays afin de profiter du savoir-faire local, des subventions gouvernementales ou de l'absence de formalités administratives.

Paradoxalement, les analystes estiment que le coût élevé de la main-d'œuvre n'est pas la seule raison pour laquelle les coûts de production de VW sont plus élevés en Allemagne qu'en Chine. Selon eux, le fait que les usines chinoises soient plus automatisées et numérisées en est une autre.

**Bertrand Benoit et Stephen Wilmot**

*(Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)*

*Edited from the original*

## CHINE

Suite de la page 1

Chine ne surpassent plus celles d'autres marchés.

Le mois dernier, Walmart a vendu 3,6 milliards de dollars une participation qu'il détenait depuis huit ans dans l'une des plateformes d'e-commerce chinoises et IBM a fermé des instituts de recherches en Chine, ce qui a affecté plus de 1000 emplois.

Les fabricants automobiles réduisent leurs effectifs parce que les entreprises chinoises détiennent désormais près des trois cinquièmes du marché des voitures. Depuis cet été, la plupart des nouveaux véhicules vendus sont électriques ou hybrides plutôt que des voitures purement à essence, domaine dans lequel les constructeurs non-chinois ont longtemps tenu le haut du pavé.

Le japonais Honda a récemment suspendu la production de

trois de ses usines chinoises et réduit ses effectifs au moyen de départs à la retraite volontaires. Les ventes de Honda en Chine ont chuté de 32% comparé à l'année précédente, atteignant 209 000 unités pour le trimestre avril-juin.

L'an dernier, les investissements étrangers en Chine avaient baissé de 8% en yuan par rapport à l'année précédente. Selon les chiffres des Nations Unies, l'Indonésie, dont la population est bien inférieure à celle de la Chine, attire davantage d'investissements « greenfield », c'est-à-dire où les installations sont créées de toutes pièces.

Certes, la plupart des entreprises n'abandonnent pas la Chine. La majorité essaient d'y maintenir des activités existantes et certaines affirment que côtoyer la technologie chinoise leur permet d'affûter leur compétitivité. Walmart est en train d'augmenter le nombre de ses magasins Sam's Club dans le pays.

Dans un sondage annuel conduit en mai par la Chambre de commerce européenne, 15% des personnes interrogées déclarent que la Chine est leur principale destination d'investissements. Depuis des années, ce chiffre était plutôt 20%. Un autre sondage révèle que 20% des 306 personnes interrogées par la Chambre de commerce américaine à Shanghai affirment s'apprêter à réduire

leurs investissements en Chine cette année, en évoquant des inquiétudes au sujet de sa croissance et des initiatives visant à rediriger leurs investissements dans des pays comme l'Inde et le Vietnam.

A la mi-août, le ministère chinois du Commerce a organisé une réunion avec les entreprises

### Un sondage révèle que 20 % des personnes interrogées par la Chambre de commerce américaine à Shanghai affirment s'apprêter à réduire leurs investissements en Chine cette année

étrangères qui réalisent des investissements de taille dans le pays et leur a promis de s'occuper dans les meilleurs délais de tout obstacle

de financement et administratif qu'elles rencontrent. Parmi les participants figuraient les représentants du fabricant de jouets danois Lego et de la compagnie pharmaceutique Moderna.

L'agence de planification économique de Shanghai a affirmé le mois dernier que le déclin des investissements étrangers dans la ville était en partie dû au fait que des multinationales comme les fournisseurs d'Apple délocalisaient leurs capacités de production, selon The Paper, organe de presse appuyé par les autorités municipales. A l'instar de l'assembleur de produits électroniques Quanta, de nombreux fournisseurs d'Apple ont des unités de production dans la ville. L'orientation d'Apple vers des points de fabrication en Inde et au Vietnam s'est accentuée suite à des tensions géopolitiques et aux confinements dus à la pandémie en Chine.

Il y a dix ou vingt ans, les multinationales se ruaient dans le pays, attirées par sa main-d'œuvre abondante et bon marché et par le pouvoir d'achat potentiel de ses 1,4 milliard d'habitants.

A l'époque, les entreprises étrangères s'adressaient à un marché désireux d'acheter leurs produits et pouvaient facturer plus cher. Depuis, leurs concurrents chinois ont amélioré les technologies et les offres. La concurrence locale s'intensifie dans les

secteurs des voitures, de l'acier, des vêtements de sport et autres, et s'accompagne bien souvent de guerres de prix sans merci. Les constructeurs automobiles étrangers figurent parmi les plus durement touchés. Le sud-coréen Hyundai a vendu une usine en 2021 et en a fermé une autre l'année suivante. En janvier dernier, Hyundai a vendu sa troisième usine chinoise à une entreprise locale pour plus de 227 millions de dollars. Et s'agrandit en Inde dans le même temps.

Quoi qu'il en soit, pour les entreprises qui proposent les bons produits, la Chine reste un trop grand pays pour être ignoré. C'est le plus vaste marché mondial en termes de nombre d'unités vendues dans le domaine automobile.

Si la demande intérieure reprend, la Chine redeviendra une des principales destinations d'investissements des multinationales, estime Allan Gabor, président de la Chambre de commerce américaine à Shanghai.

« Tout est une question d'économie. Le facteur le plus important, c'est la demande. Les entreprises sont en Chine, pour la Chine », conclut-il.

**Yoko Kubota et Liza Lin**

*(Traduit à partir de la version originale en anglais par Bérengère Viennot)*

*Edited from the original*



SIPA PRESS

**Le mois dernier, IBM a fermé ses instituts de recherche en Chine.**



## ENVIVA

Suite de la page 1

leurs qualités environnementales. Ils affirment en effet que brûler du bois est moins efficace que brûler des énergies fossiles, donc qu'à production d'énergie comparable, ils génèrent plus d'émissions de carbone. En outre, ajoutent-ils, pour produire des granulés, il faut abattre des arbres qui auraient pu rester dans les forêts et absorber le dioxyde de carbone présent dans l'atmosphère.

Si l'essor du charbon dans les années 1800 a sauvé les forêts d'Europe de l'Ouest, l'idée n'est pas de renoncer aujourd'hui au charbon pour brûler les forêts, s'insurgeait en 2018 un groupe de 772 scientifiques dans un courrier adressé au Parlement européen.

Pour les défenseurs des granulés, la question climatique est plus complexe, puisque le dioxyde de carbone émis par la

## La course à la réduction des émissions de gaz à effet de serre a dopé le marché des granulés (des petits cylindres de sciure compressée), qui intéressent désormais les particuliers

combustion du bois provenant des pinèdes méridionales est, à terme, absorbé par les arbres qui sont replantés : ils constituent donc une source d'énergie à la fois renouvelable et neutre en carbone. Par ailleurs, une grande partie des granulés provient des chutes des scieries et des déchets des exploitations forestières, qui émettraient du carbone si on les laissait pourrir sur place.

Les investisseurs ont misé sur le bois éligible aux subventions en faveur des énergies renouvelables censées remplacer le charbon dans les centrales électriques.

Il y a quelques années, la société de private equity Riverstone Holdings estimait qu'Enviva serait le grand gagnant de cette ruée vers les granulés, loin devant des concurrents moins fringants. La valeur de

ses 43 % dans Enviva est passée d'environ 3 milliards de dollars en 2022 à moins de 20 millions aujourd'hui.

Jeff Ubben, investisseur activiste à la tête d'Inclusive Capital Partners, avait longtemps été le deuxième plus gros investisseur d'Enviva. Il a perdu plus de 200 millions de dollars quand il a liquidé sa position, révèlent des documents boursiers. Son fonds spécialisé dans l'investissement à impact a cessé de faire de nouveaux placements et rémunère ses investisseurs.

Du Japon à l'Allemagne, nombreux sont les producteurs d'électricité qui comptent sur les livraisons promises par Enviva pour alimenter leurs clients en courant (et tenir leurs engagements écologiques). Enviva continue de fonctionner pendant l'apurement de ses dettes et s'est rapproché de ses clients pour négocier de nouveaux contrats.

L'usine d'Epès doit ouvrir l'année prochaine. Elle a été financée par des obligations défiscalisées conçues pour les projets dédiés aux énergies vertes et des fonds publics ; outre l'aspect écologique, elle devrait permettre de redynamiser une région désolée du sud des Etats-Unis. L'avenir de l'autre usine, située à Bond, dans le Mississippi, est en revanche en suspens.

L'un des plus gros clients d'Enviva, le producteur d'électricité Drax, affirme que le groupe lui doit plus de 75 millions de dollars de produits non livrés. Située dans la campagne anglaise, sa centrale électrique consomme plus de sept millions de tonnes de granulés par an. Drax a augmenté sa propre production de granulés, notamment en investissant 50 millions de dollars pour agrandir son site d'Aliceville, pas très loin d'Epès, mais a toujours besoin des granulés d'Enviva.

« Nous avons tout fait pour protéger notre chaîne d'approvisionnement, a souligné Will Gardiner, directeur général de Drax, lors d'un entretien. Nous sommes capables de gérer les risques, quoi qu'il leur arrive. »

Enviva n'a pas souhaité commenter. Quand le groupe s'est placé sous la protection de la loi sur les faillites, son patron par intérim, Glenn Nunziata, a expliqué que cette décision permettrait à Enviva d'apurer ses dettes, de réduire ses coûts et d'améliorer l'efficacité de ses usines. L'objectif, selon lui, était de faire en sorte qu'Enviva devienne « une entreprise plus forte, avec des bases financières solides et un meilleur positionnement », pour qu'elle soit « le leader du secteur de la biomasse forestière de demain ».



ANGELA OWENS/WSJ

Enviva possède 10 usines de granulés dans le sud-est américain.

### Verte ou pas verte ?

La course à la réduction des émissions de gaz à effet de serre a dopé le marché des granulés (des petits cylindres de sciure compressée), qui intéressent désormais les particuliers qui veulent alimenter leur poêle, mais aussi les industriels qui veulent consommer moins d'énergies fossiles.

Fondé par d'anciens étudiants de l'école de commerce de l'université de Virginie, Enviva a d'abord été largement financée par Riverstone. L'entreprise a acheté sa première usine de granulés à Amory, dans le Mississippi, en 2010.

Corey Glenn, aujourd'hui maire de la ville, a travaillé pour les anciens propriétaires du site, des investisseurs privés qui connaissaient la région. Au départ, l'usine devait produire des granulés pour les barbecues et les poêles à bois à partir des sciures et autres déchets des scieries des alentours. Pour les producteurs de granulés, la mise en place de subventions européennes aux énergies vertes a permis de vendre la production en cargaisons plutôt qu'en petits sacs.

L'usine d'Amory ne traite que les sciures et les copeaux de bois. Après le rachat par Enviva, M. Glenn a aidé les nouveaux propriétaires à trouver des endroits où bâtir de nouvelles installations, qui traitent aussi des troncs entiers.

Le groupe cherchait d'anciennes usines de pâte à papier et a acheté les arbres qui étaient trop petits ou pas adaptés à la transformation en bois de charpente ou en planches. « Dans un contexte de déclin constant du papier et de la pâte à papier, la quête n'a pas été trop difficile », confiait John Keppler, cofondateur et alors directeur général d'Enviva, lors d'un entretien accordé en 2022 au *Wall Street Journal*.

A ce moment-là, le groupe possédait dix usines situées près de six ports du sud-est des Etats-Unis et en construisait six autres, d'abord à Epès.

L'essentiel des granulés sont vendus dans le cadre de contrats à long terme et prix fixe, le reste étant écoulé au fur et à mesure, aux prix du marché. Comme cela a été le cas pour le charbon et le gaz naturel, les cours des granulés ont bondi quand la Russie a envahi l'Ukraine en février 2022 et que les Européens ont cessé d'acheter du pétrole russe.

Pour faire face à l'envolée de la demande, Enviva a augmenté la production de ses usines, soulevant des questions : le groupe utilisait-il vraiment les déchets dont personne d'autre ne voulait ?

En octobre 2022, Blue Orca Capital a publié un rapport dans lequel le fonds spécialiste de la vente à découvert s'interrogeait sur l'approvisionnement et les promesses environnementales d'Enviva. Il affirmait que l'entreprise ne gagnait pas assez d'argent pour payer les dividendes promis sans devoir emprunter ou vendre des titres, ce qui entraînerait une dilution des actionnaires existants. Pour Blue Orca, l'action Enviva allait s'effondrer.

« Enviva, c'est la nouvelle farce des ESG, un pur produit de ces subventions européennes totalement à côté de la plaque », persiflait le fonds, ajoutant que le groupe exagérait l'intérêt écologique de ses granulés. « Le greenwashing est avéré au niveau de l'approvisionnement, ce qui détruit la crédibilité d'Enviva comme investisseur ESG et mine l'avenir de la demande en granulés », ajoutait le rapport.

Enviva avait répliqué en disant que le document comportait « de nombreuses aberrations » et des « erreurs de calcul grossières », qu'il reprenait « des spéculations sans aucun fondement » et qu'il aboutissait à « des conclusions trompeuses ».

Dans le même temps, les usines d'Enviva accumulaient les violations des normes de qualité de l'air et les plaintes des voisins, mécontents du bruit et de la poussière. Une partie des sites rencontraient des problèmes mécaniques qui réduisaient la production.

Quand Enviva s'est rendu compte que sa production ne suffisait plus pour honorer les contrats, l'entreprise a décidé d'aller en acheter, au prix du marché, pour les livrer aux clients, précise M. Nunziata dans un des documents du dossier de faillite. Mais quand les prix se sont envolés, cela n'a plus été possible, ajoute-t-il. A l'époque, il ne faisait pas partie de l'entreprise.

Dans son rapport financier 2022, Enviva indique avoir versé 141 millions de dollars à ses clients en contrepartie de retards de livraison ou d'annulations de commande.

L'entreprise n'avait pas évoqué, à ce moment-là, l'accord conclu avec RWE qui avait tout d'une catastrophe financière. En-

## « Enviva, c'est la nouvelle farce des ESG, un pur produit de ces subventions européennes totalement à côté de la plaque »

viva avait convenu d'acheter des granulés à l'énergéticien allemand, granulés qu'il devait revendre plus cher ensuite. Sauf que la douceur de l'hiver a pesé sur la demande et sur les cours : Enviva a donc revendu ses granulés bien moins cher qu'il les avait achetés à RWE.

Puis, en mars 2023, une tornade a détruit l'usine d'Amory.

Un mois plus tard, les dirigeants d'Enviva tentaient de rassurer les investisseurs lors d'une réunion organisée à la bourse de New York, leur expliquant que l'entreprise verserait le dividende convenu et continuerait de construire des usines, d'après la transcription des échanges.

Quelques semaines plus tard, Enviva annonçait tabler sur une perte près de cinq fois plus grosse que prévu au titre de

l'exercice 2023, ainsi que la suspension du dividende. Ce jour-là, l'action a perdu 67 %.

Soren Aandahl, fondateur et directeur des investissements de Blue Orca, a déclaré lors d'un entretien qu'Enviva « se vidait de sa trésorerie alors que le contexte était globalement le plus favorable possible pour eux à ce moment-là ».

En novembre dernier, Enviva a fini par révéler l'existence de l'accord avec RWE, dont le conseil d'administration n'avait pas été informé à l'époque. Un comité spécial a fait appel au cabinet d'avocat Baker Botts pour mener l'enquête, indique M. Nunziata dans les documents liés à la faillite.

Riverstone, qui détient quatre des treize sièges au conseil d'administration, est désormais créancier et indique avoir subi « des dommages causés par la violation de la loi fédérale sur les valeurs mobilières ». La société accuse Enviva d'avoir présenté des informations trompeuses sur son approvisionnement et ses performances environnementales, ainsi que sur les problèmes que rencontraient ses usines.

Le mois dernier, Enviva a proposé un plan de sortie de faillite aux termes duquel les actionnaires existants ne devraient plus que 5 % de l'entité restructurée.

### Répercussions au niveau local

L'usine endommagée d'Amory a été remise en état, mais Enviva a accumulé les factures impayées. Les prestataires (deux vendeurs de matériaux et la société locale de services aux collectivités) affirment qu'Enviva leur doit 161 000 dollars d'eau et d'électricité, et ont engagé des poursuites.

A Epès, qui compte moins de 300 habitants, l'espoir subsiste quant à l'usine toujours en construction. D'après des données publiques, environ 30 % de la population locale a un emploi, soit moitié moins que la moyenne nationale. Les arbres ne manquent pas : dans un rayon d'une centaine de kilomètres autour de la ville, on compte plus de deux millions d'hectares de bois.

En 2019, quand Enviva avait décidé de bâtir un site et d'embaucher plus de 80 personnes dans l'une des régions les plus pauvres des Etats-Unis, tout le monde s'était réjoui.

Pour financer les travaux, Enviva avait fait appel aux fonds locaux et fédéraux, et émis pour 250 millions d'obligations défiscalisées via l'autorité de développement industriel du comté de Sumter, dont les dirigeants essaient aujourd'hui de faire ouvrir un magasin à Epès pour que les ouvriers de l'usine puissent dépenser leur argent, a confié Allison Brantley, la directrice en charge du développement économique.

Après le déclenchement de la procédure de faillite, les dirigeants d'Enviva ont assuré aux responsables locaux que la construction de l'usine allait se poursuivre et que les obligations financières seraient respectées, affirme Mme Brantley.

Au tribunal, les créanciers sont là. Les impôts du comté de Sumter réclament près de 97 000 dollars et l'autorité en charge du développement industriel exige plus de 1,1 million de dollars au titre de la participation d'Enviva au dragage du port, qui n'avait plus été utilisé depuis les années 1990.

Ryan Dezember  
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original



SIPA PRESS

L'un des plus gros clients d'Enviva, le producteur d'électricité britannique Drax, affirme que le groupe lui doit plus de 75 millions de dollars de produits non livrés.



# Abonnez-vous à l'Opinion

Le meilleur moyen d'avoir la vôtre

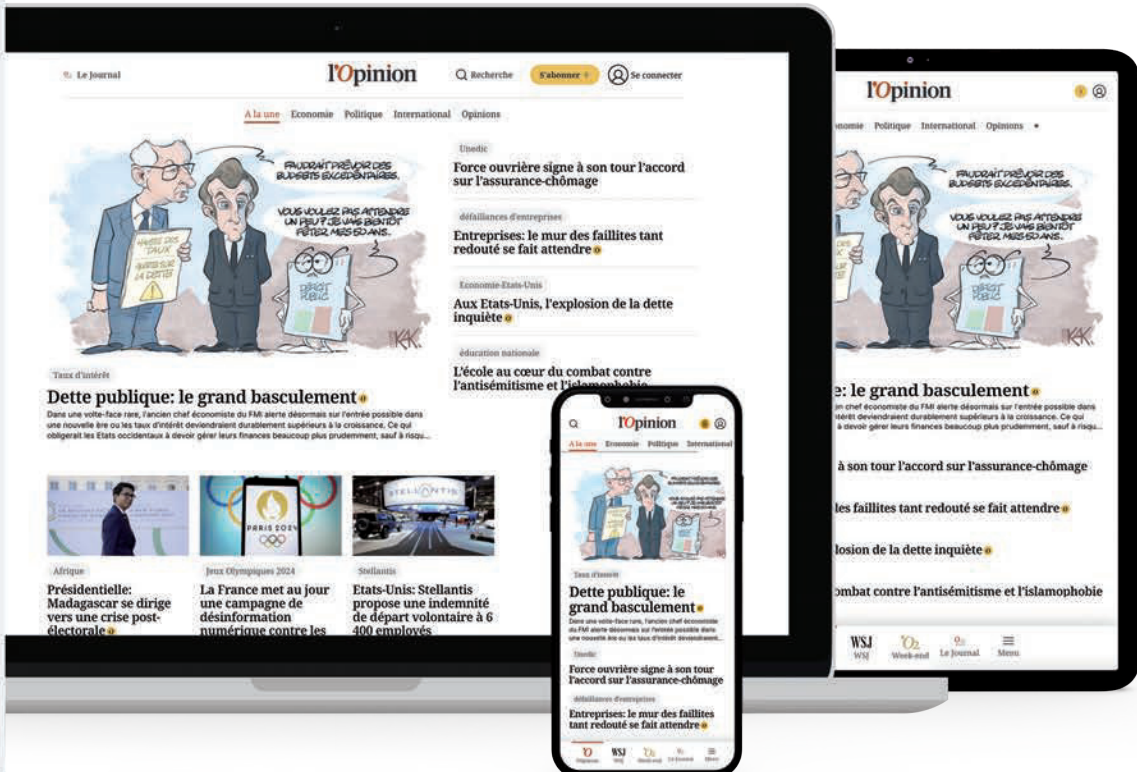
## OFFRE INTÉGRALE

engagement : 3 mois

OFFRE  
DÉCOUVERTE

69€  
TTC  
pour 3 mois

Le journal en version  
papier et numérique



## Les avantages de l'offre intégrale

- 1 | Le journal papier livré chez vous du lundi au vendredi
- 2 | L'accès au journal numérique dès 20h, la veille de sa parution
- 3 | Les articles réservés aux abonnés accessibles depuis le site ou l'application
- 4 | La sélection quotidienne des meilleurs articles de « The Wall Street Journal » en français + l'accès au site en illimité

FLASHEZ CE QR CODE  
POUR VOUS ABONNER !



Offre valable jusqu'au 31/12/2024. Offre Intégrale au prix de 69€ pour 3 mois (engagement de 3 mois). Tarifs valables en France métropolitaine, pour une autre zone, téléphonez au 01 40 69 46 94. L'Opinion est une publication de BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET, 8 rue Bellini - 75116 Paris, au capital de 5 000 001 euros - RCS Paris 792 109 241. Pour en savoir plus sur la protection de vos données personnelles et l'exercice de vos droits, veuillez lire les Conditions générales de ventes.